

**AAFI**   
**AFICS**

# BULLETIN

Vol 71, No. 1

Janvier – January 2012

ASSOCIATION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX - Genève  
ASSOCIATION OF FORMER INTERNATIONAL CIVIL SERVANTS - Geneva



**VOL. 71, NO. 1**  
**Janvier -- January 2012**

<b>Table des matières</b>	<b>Page</b>	<b>Table of Contents</b>	<b>Page</b>
EDITORIAL .....	2	EDITORIAL .....	33
LE CHANGEMENT CLIMATIQUE: (PREMIERE PARTIE) A PROPOS DES BASES SCIENTIFIQUES.....	3	CLIMATE CHANGE: (FIRST PART) CONCERNING THE SCIENTIFIC BASIS .....	34
NOUVELLES DU COMITE DE L'AAFI- AFICS .....	8	NEWS FROM THE AAFI-AFICS COMMITTEE .....	38
MESSAGE A NOS MEMBRES ANNUELS.....	11	MESSAGE TO OUR ANNUAL MEMBERS.....	41
COMMUNICATION DE L'ADMINISTRATEUR SUR LE NIVEAU DE PROVISIONNEMENT DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES.....	11	COMMUNICATION FROM THE CEO OF THE UNJSPF ON THE FUNDED STATUS OF THE UNITED NATIONS JOINT STAFF PENSION FUND.....	41
"SYNOPSIS" DE LA CAISSE DES PENSIONS (UNJSPF).....	16	CASE DIGEST OF THE UNITED NATIONS JOINT STAFF PENSION FUND (UNJSPF) .....	46
L'ETHIQUE DANS LES SECRETARIATS DES NATIONS UNIES.....	17	ETHICS IN UNITED NATIONS SECRETARIATS .....	46
PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS .....	24	OF CABBAGES AND KINGS.....	52
FÉLICITATIONS POUR VOTRE GRAND ÂGE !.....	27	CONGRATULATIONS ON BEING OLD! .....	54
INNOVATION A GENEVE : UN PROJET PILOTE DE MAISON D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT .....	28	ANYONE FOR SHAKESPEARE? .....	55
LIVRES RECUS .....	30	NEW STYLE HOSPICE IN GENEVA PROVIDES 'HOME FROM HOME' PALLIATIVE CARE.....	59
DES ADRESSES UTILES.....	63	LETTERS FROM OUR MEMBERS.....	62
NOUVEAUX MEMBRES .....	66	SOME USEFUL ADDRESSES.....	63
ILS NOUS ONT QUITTES .....	67	NEW MEMBERS .....	66
		THEY HAVE PASSED AWAY .....	67

**AAFI-AFICS**

Bureau A.265, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10  
Tél: Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26 -- Fax: +41 (22) 917 00 75  
Banque UBS SA Genève (Compte: 240-128594.LUT; IBAN: CH6600240240128594LUT;  
SWIFT/BIC: UBSWCHZ80A)  
Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5  
E-mail: [aafi-afics@unog.ch](mailto:aafi-afics@unog.ch)  
Site internet (français): [afics.unog.ch/aafi.htm](http://afics.unog.ch/aafi.htm), Web (English): [afics.unog.ch/afics.htm](http://afics.unog.ch/afics.htm)

## EDITORIAL

“Tout le monde parle du temps mais personne ne fait rien”

On cite souvent Mark Twain (Samuel L. Clemens) pour avoir dit : “Tout le monde parle du temps mais personne ne fait rien.”

Récemment on s’est posé des questions sur la paternité de cette phrase. Certains assurent que c’est à Charles Dudley Warner qu’on la doit. Celui-ci était le rédacteur-en-chef du *Hartford Courant* dans les années 1800. Il était aussi le voisin de Mark Twain et l’un de ses proches amis. Tous deux ont participé au *Gilded Age*.

Mais peu importe. Ce qui est important aujourd’hui c’est qu’il existe effectivement quelqu’un pour «faire quelque chose». Et ce quelqu’un est le «Groupement d’experts intergouvernemental sur l’évolution climatique (GIEC)

Il se peut que je prenne quelques libertés en assimilant le temps qu’il fait et le climat mais il me semble que tout le monde est plus ou moins d’accord pour penser qu’il n’y a pas vraiment de différence, excepté dans la durée. Le temps décrit le comportement de l’atmosphère sur une durée de quelques semaines, voire moins. Le climat reflète le comportement de l’atmosphère sur une durée de plusieurs mois ou plus, voire sur des siècles ou des millénaires.

L’objet de ce préambule est de servir de toile de fond à deux articles spécialement écrits pour le Bulletin de l’AAFI-AFICS par le Dr Gilles Sommeria. Le premier des deux, « Evolution climatique : à propos des bases scientifiques » est publié dans le présent numéro du Bulletin ; le second suivra la Conférence de Durban, et sera présenté dans le Bulletin d’avril.

Le Dr Sommeria est membre de l’AAFI-AFICS. Il a récemment pris sa retraite de l’Organisation météorologique mondiale (OMM) : il faisait partie à ce titre du Secrétariat du Groupement d’experts intergouvernemental sur l’évolution climatique et décrit avec passion le rôle joué par le GIEC dans la vulgarisation du message scientifique et l’éveil des consciences à l’importance de ce message. Avant son recrutement par l’OMM, le Dr Sommeria était, en France, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Il rappelle l’attribution conjointe, en 2007, du Prix Nobel de la Paix au GIEC et à Al Gore. Le Comité Nobel a souhaité les récompenser « pour leurs efforts de collecte et de diffusion des connaissances sur les changements climatiques et pour poser les fondements des mesures nécessaires pour lutter contre ces changements. »

Nous sommes extrêmement honorés, aujourd’hui, de publier un article que Gilles Sommeria a bien voulu écrire pour nous sur ce sujet.

Il s'agit d'un sujet d'importance vitale sur lequel nous, les 'ambassadeurs des Nations Unies', pouvons et devons faire entendre notre voix, surtout dans les milieux où l'on doute et où l'on s'interroge encore.

Le climat change. Cela signifie que nous serons sans doute confrontés à encore plus d'inondations, d'érosion des côtes, de vagues de chaleur, de sécheresses et de manifestations climatiques extrêmes.

En novembre 2011, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a pressé les leaders du monde entier de créer un fonds pour le climat destiné à aider les pays les plus affectés par les changements climatiques. Se référant aux négociations sur le climat qui allaient avoir lieu en novembre à Durban sous l'égide des Nations Unies, M. Ban a dit que les gouvernements sur le point de se réunir à Durban se devaient d'entreprendre un effort concerté afin d'aider les pays qui seront vraisemblablement touchés de plein fouet par les changements climatiques. Il a ajouté qu'il souhaitait que la réunion de Durban permette de trouver un compromis sur le Protocole de Kyoto afin que l'on puisse, ultérieurement, parvenir à un accord global plus étendu sur le climat.

L'AAFI-AFICS a la chance d'avoir son propre expert sur le sujet en la personne de Gilles Sommeria. Il nous tiendra au courant de ce qui s'est passé à Durban et de l'impact de ces négociations sur notre planète.

**Roger EGGLESTON**



## **LE CHANGEMENT CLIMATIQUE: (PREMIERE PARTIE) A PROPOS DES BASES SCIENTIFIQUES**

*(par Gilles Sommeria, ancien directeur de recherche au CNRS, France, et retraité de l'Organisation météorologique mondiale, résident à Chambésy, Suisse)*

Alors que de nouvelles négociations sont en cours fin Novembre à Durban en Afrique du Sud et que les engagements du traité de Kyoto, premier traité international destiné à faire face au changement climatique, vont arriver dans leur dernière année, nous essayons de résumer ici les principaux points acquis dans ce domaine, qui reste controversé mais qui met en jeu indirectement beaucoup de nos habitudes ou conditions de vie, et celles de nos enfants et descendants. En outre nombre de nos collègues des organisations internationales sont impliqués dans ces développements.

Un état de l'art sur lequel s'accorde la communauté internationale a été dressé par le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique) dans son rapport très complet de 2007. Il a fait l'objet de nombreux débats et même d'âpres discussions, mais ceci a plutôt renforcé le poids de ses principales

conclusions. Nous allons centrer ce premier article sur ces conclusions et la manière dont elles ont été reçues par l'opinion publique. Nous envisageons dans une seconde partie de compléter cette approche avec les informations les plus récentes et d'aborder davantage les aspects négociations, en espérant qu'elles auront avancé de manière significative à Durban.

Le GIEC est une institution internationale originale, associant des scientifiques de haut niveau et des représentants des pays participants, sous l'égide des Nations Unies et à l'initiative de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Il a été fondé en 1988 et son premier rapport est sorti en 1990, mais on peut dire que c'est son 4ème rapport, endossé comme les précédents par l'ensemble des pays membres, qui l'a placé sur le devant de la scène internationale. Ce rapport, basé sur la littérature scientifique disponible, a non seulement confirmé et renforcé les conclusions des précédents mais a clairement mis les pays développés devant leur responsabilité face aux générations futures. Il est bon d'en rappeler succinctement les principaux messages:

- Le climat de la Terre s'est réchauffé de manière significative depuis le début de l'ère industrielle (0,74 degré en moyenne sur le globe avec des valeurs croissantes à mesure que l'on se rapproche des pôles et dans les régions montagneuses).
- Ce réchauffement est accompagné d'une fonte accélérée des glaciers et des calottes polaires, en particulier celle du Groenland, d'une diminution de la couverture neigeuse en hiver, et d'une montée du niveau des mers due à leur dilatation thermique et à la fonte des glaces, actuellement de l'ordre de 3 mm. par an, mais qui a tendance à s'accélérer.
- D'autres aspects importants concernent la répartition des précipitations, avec un accroissement des contrastes entre régions humides et sèches, et une augmentation de la fréquence d'événements climatiques extrêmes: canicules, sécheresses prolongées dans certaines régions et accumulation de précipitations et inondations dans d'autres régions.
- La cause principale de ces changements est l'augmentation exponentielle des rejets par l'activité humaine des gaz à effet de serre que sont en particulier le gaz carbonique provenant de la combustion des combustibles fossiles, le méthane et les oxydes d'azote.
- Cette évolution ne fait que commencer et les scénarios de développement prévus pour le 21ème siècle conduisent à une aggravation d'un facteur deux à cinq des changements déjà constatés (réchauffement global moyen attendu de 2,5 à 4,5 degrés par rapport au début de l'ère industrielle).
- Les effets de ces changements se font déjà ressentir de multiples façons, avec des conséquences écologiques, économiques, sur la santé, l'approvisionnement en eau

et en nourriture, la sécurité et jusqu'à la survie de certaines catégories de population. Les menaces les plus sérieuses concernent l'agriculture dans les régions déjà sujettes à la sécheresse, l'habitabilité des deltas et des îles sujettes à l'augmentation du niveau de la mer, les conditions sanitaires et la propagation accélérée de certaines maladies, la biodiversité terrestre et océanique. Souvent les facteurs climatiques s'ajoutent aux effets liés à l'augmentation de population et au sous-développement ou à un développement mal contrôlé.

- Ces effets ne peuvent que s'aggraver avec des conséquences irréversibles sur les différents aspects du développement et les conditions de vie sur la Terre. La communauté internationale s'est accordée à Copenhague en 2009 à considérer que tout doit être mis en œuvre pour limiter le réchauffement global à 2 degrés par rapport à l'ère préindustrielle, afin d'avoir une probabilité raisonnable d'en éviter les conséquences les plus sérieuses.

- Deux types de réponse doivent être coordonnés par l'ensemble des nations: le premier est l'adaptation aux changements inévitables à l'échelle de plusieurs décennies qui sont la conséquence des émissions passées. Sous ce vocable on doit en fait inclure un ensemble d'actions qui permettent de lutter contre les effets adverses du climat actuel, et en même temps de tenir compte des risques accrus associés au changement climatique.

Le deuxième type de réponse est nécessaire pour infléchir le réchauffement et éviter des conséquences vraisemblablement catastrophiques à l'échelle du siècle. Il s'agit de mesures d'atténuation, visant à modifier nos modes de vie afin de diminuer de manière radicale la consommation de combustibles fossiles. Cette consommation doit diminuer d'abord dans les pays industrialisés mais les changements requis sont si importants qu'ils concernent en fait l'ensemble de la planète.

On se référera facilement aux textes originaux pour plus de détails, mais ce qui peut être intéressant dans un article destiné à une audience internationale, est d'examiner, ne serait-ce que brièvement, l'évolution de l'opinion dans ce domaine du changement climatique. Le rapport du GIEC est issu d'une démarche purement scientifique, qui présente un état aussi complet et correct que possible des connaissances à un moment donné, ce qui est une tâche particulièrement difficile dans un domaine très multidisciplinaire. Lors de sa publication, il a généralement été bien reçu bien qu'il remette en question la validité à terme du modèle économique dominant basé sur une consommation croissante d'énergie fossile. L'attribution du prix Nobel de la Paix 2007 au GIEC, conjointement avec Al Gore, est une magnifique reconnaissance de la qualité du travail de l'ensemble de la communauté qui s'y est impliquée durant 20 ans. Elle met également en relief le rôle que peut avoir la science dans la prise de conscience de la société, et comment cette démarche peut servir la paix. Ceci est suffisamment rare dans l'histoire des sciences pour être noté.

Les principaux messages du GIEC sont cependant assez dérangeants pour certains acteurs économiques et, comme pour toute entreprise scientifique, on peut chercher des faiblesses ou des imprécisions dans l'élaboration ou la formulation de certaines conclusions. Par ailleurs le fait que ces conclusions servent de base à des négociations internationales et à la préparation d'accords de portée politique et économique importante, suscite nécessairement des débats parfois passionnés. Ceci explique la campagne médiatique très vive qui a été menée à l'occasion de la Conférence de Copenhague, en décembre 2009, et dans les mois qui ont suivi, pour décrédibiliser le GIEC. Dans un premier temps des emails personnels impliquant des auteurs du rapport ont été piratés pour essayer de mettre en défaut l'éthique professionnelle de certains scientifiques, ensuite des failles ont été systématiquement recherchées dans le rapport de 2007, ceci accompagné d'une campagne de dénigrement orchestrée par certains journaux, surtout en Angleterre et aux Etats Unis. En réponse à cette campagne, le Secrétaire Général des Nations Unies, en accord avec le Président du GIEC, a commandé un rapport d'expertise sur le fonctionnement et les procédures du Groupe à l'institution scientifique jugée la plus compétente et la plus impartiale, le Conseil Inter-Académique (IAC). Ce Conseil a été créé en 2000 par l'ensemble des académies des sciences du monde pour mobiliser les meilleurs chercheurs et ingénieurs afin de conseiller à haut niveau les organisations internationales. Le rapport de l'IAC, tout en recommandant le renforcement de la gouvernance et l'amélioration de certaines procédures suivies par le GIEC, en a validé l'ensemble des messages de type scientifique.

Cet avis, provenant de la plus haute instance scientifique mondiale, comportant des spécialistes du climat mais aussi des autres sciences donc ayant une vue aussi large que possible des problématiques soulevées, devrait logiquement mettre fin aux polémiques subsistant sur la véracité du changement climatique et sur son lien avec l'activité humaine. Cependant on remarque que l'opinion publique n'accepte pas facilement une vérité qui remet en cause notre mode de vie et que le débat scientifique se trouve dans certains pays perturbé ou biaisé par le débat politique.

Cet avis renforce par ailleurs les fondements scientifiques des négociations internationales menées dans le cadre de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CNUCC), signée en 1992 et à laquelle adhèrent maintenant 195 pays membres. Nous ferons le point dans une deuxième partie sur ces négociations.

Les connaissances sur le changement climatique ont continué à progresser de manière accélérée depuis 2007, et un nouveau rapport complet du GIEC est en préparation pour 2013-2014. On peut citer, sans être exhaustif, quelques développements importants:

- Certains aspects du changement climatique sont de plus en plus préoccupants, en particulier la fonte des glaciers de montagne essentiels dans l'alimentation en eau de certaines régions, des calottes polaires du Groenland

et de l'Antarctique de l'Ouest qui participe à l'augmentation du niveau de la mer, la disparition rapide de la banquise en été qui a un rôle amplificateur sur l'accumulation d'énergie radiative dans le système climatique, et l'acidification des océans qui influe sur leur équilibre biologique et la santé des récifs coralliens.

- Des événements extrêmes, tels que sécheresses prolongées, inondations et tempêtes, ont eu des conséquences dramatiques sur certaines populations et ont fait des dégâts considérables dans les dernières années, avec un pic atteint cette année. Leur attribution au changement climatique, l'augmentation de leur fréquence d'occurrence et les défis qui en découlent pour la société font l'objet d'un rapport spécial du GIEC qui sort précisément lors de l'écriture de cet article, le 18 novembre.
- Des recherches avancées ont été menées pour mieux planifier les mesures d'adaptation au changement climatique, en se basant sur des modèles régionaux plus précis et des approches pluridisciplinaires associant modèles économiques et physiques.
- Les scénarios d'atténuation possible du changement climatique et de développement d'énergies renouvelables ont également fait de gros progrès en pertinence et précision, et sont présentés en particulier dans un autre rapport spécial du GIEC publié en mai 2011.

Il est difficile de résumer en quelques pages une discipline aussi complexe et riche en développements que le changement climatique, mais on peut tout de même témoigner de la prise de conscience progressive de cette problématique dans l'opinion, en voyant l'ensemble des articles de presse qui y sont consacrés et les actions menées par de nombreux pays, les agences spécialisées des Nations Unies et les ONGs. On reviendra plus en détail sur ces actions dans la deuxième partie mais il convient d'insister sur le fait que les Nations Unies, sous l'impulsion du Secrétaire Général Ban Ki-moon, ont un rôle moteur dans la prise de conscience internationale. Les principales agences spécialisées dans ce domaine ont de leur côté clairement affiché dans leurs priorités stratégiques la coordination des actions à mener dans le domaine du climat, en particulier l'Organisation météorologique mondiale (OMM) via le Cadre mondial pour les services climatologiques adopté en mai 2011, et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) par plusieurs initiatives dont la transition vers une "économie verte" et le programme PRO-VIA (Programme de recherche sur la vulnérabilité, les impacts et l'adaptation au changement climatique).





## NOUVELLES DU COMITE DE L'AAFI-AFICS

### Journées cafés et vaccins



Un petit café par-ci, un autre par-là, un jus d'orange ou un verre d'eau à une autre table, voici le genre d'exercices auquel se sont livrés - avec bonne humeur - des membres bénévoles de l'AAFI pour accueillir et recevoir quelques 750 collègues retraités pendant la semaine du 17 au 22 octobre 2011 dans le hall XIII/XV.

En effet, depuis de nombreuses années, l'UNSMIS, l'assurance contre la maladie ONU/HCR/OMM, dans le cadre de ses campagnes de prévention, offre la possibilité aux retraités assurés, résidant dans la région franco-genevoise, de se faire vacciner gracieusement au Palais des Nations après s'être inscrits auprès de son secrétariat. Suite à une suggestion formulée par une infirmière, l'AAFI a décidé, en accord avec le Comité exécutif de l'assurance, d'offrir un moment de convivialité, un peu plus de chaleur humaine à toutes les personnes venant se faire vacciner, qu'elles soient membres ou non de l'AAFI.

Il faut imaginer l'effervescence au comité de l'AAFI pour la préparation de cette manifestation, liste des bénévoles, gestion du matériel, recherche de la machine à café, la course aux achats... Les capsules "Nespresso" ont été choisies pour leur goût et leur facilité, même si certains peuvent avoir des réserves quant à ce choix. En vain, nous avons espéré que George Clooney puisse venir dédicacer quelques

capsules. What else? Des jus d'orange, des jus de pommes, des eaux minérales, des petits gâteaux ...et la machine à café fort aimablement prêtée.

Environ 150 personnes par jour se sont faites vacciner et presque autant ont eu le plaisir de s'arrêter malgré leur emploi du temps surchargé comme celui de tout retraité qui se respecte. Certaines tablées étaient hautes en couleur et en paroles. Il faut imaginer ce hall XIII/XV animé, les petits instants de rencontres agréables, l'écoute de quelques soucis, les préoccupations particulières, les retrouvailles dues au hasard des rendez-vous, les souvenirs qui s'égrènent, les dernières nouvelles des uns et des autres, les échanges d'information ou les interrogations sur nos caisses de pension ou d'assurance. La satisfaction de retrouver des lieux connus, foulés pendant des années, le fait de revivre cette ambiance si particulière du Palais, de retrouver quelques instants son passé, de redécouvrir l'évidence d'avoir appartenu à une équipe malgré l'oubli bureaucratique de nos administrations sont des éléments importants dans la vie des humains que sont les retraités.

Beaucoup de questions ont été posées sur l'intérêt de fermer son compte à l'UBS pour les clients résidant hors de Suisse et du Liechtenstein et d'ouvrir un nouveau compte aux guichets de la poste suisse offrant les mêmes prestations et services pour un coût mensuel plus de dix fois moins élevé. Sur une table étaient à la disposition des visiteurs quelques-unes de nos publications représentatives des activités et des services de notre association. Au nombre des doléances exprimées : les délais anormalement longs des remboursements, la quasi impossibilité de joindre l'assurance par téléphone, la sécheresse incompréhensible de certaines formules, la stagnation des montants plafonnés, la sensation parfois perçue d'être des assurés de seconde zone, l'inquiétude de la tenue du dollar, la pérennité des caisses maladie et de pension...mais aussi la surprise et la joie de passer quelques moments ensemble.

Personne n'a fait de remarques lorsque l'un de nous oubliait de retirer la tasse débordante sous la machine à café ou renversait une boisson. Aucun des bénévoles de cet accueil n'est expert en ce domaine. Nos maladresses éventuelles ont été reçues avec bienveillance et nous avons promis d'offrir une bien meilleure qualité de service dans le futur, bien que nous nous soyons améliorés chaque jour. Ces rencontres ont été au-delà de nos espérances et la plupart des "vaccinés" souhaitent que cette manifestation soit reconduite l'année prochaine. Quelques-uns se sont déjà inscrits comme bénévoles pour la prochaine campagne de vaccination. Alors, pourquoi pas un nouvel échange entre retraités? Peut-être avec George Clooney...ou nous? Réponse, l'année prochaine et un grand merci à tous les bénévoles.

Un simple regret que cette campagne de vaccination ne soit pas conduite d'une manière commune parmi toutes les agences internationales basées à Genève et que nos collègues habitant loin de Genève ne puissent participer à cet événement

devenu convivial. Mieux, à quand une assurance...assurant tous les fonctionnaires internationaux travaillant et dépendant de Genève?

**Pierre VANGELEYN**

PS. Rassurez-vous, personne de l'AAFI n'a participé à la vaccination pratiquée par une infirmière et un infirmier dévoués; le secrétariat de l'assurance - dévoué, lui aussi - a assuré les rendez-vous.

## **Nouvelle assistante sociale**

Nous avons le plaisir d'annoncer la désignation de Mme Nicole Yersin pour assurer les fonctions d'Assistante sociale de l'AAFI-AFICS, avec effet du 1er novembre 2011.

Mme Yersin proposera conseils et accompagnement aux fonctionnaires retraités et à leurs conjoints dans les domaines de la famille et la santé, ainsi que pour d'autres questions personnelles ou psycho-sociales. Elle conseillera également le Président de l'AAFI-AFICS pour le traitement des demandes d'aide du Fonds de solidarité de notre Association.

Mme Yersin travaillera un jour par semaine (le vendredi) à son bureau B-438 au Palais des Nations, où l'on pourra la joindre par téléphone - +41 22 917 35 19 ou par courriel : [afics-social@unog.ch](mailto:afics-social@unog.ch)

Ses services sont à la disposition de tous les anciens fonctionnaires du système des Nations Unies et leurs conjoints, quelle qu'ait été l'organisation où ils ont travaillé, leur lieu de résidence et qu'ils soient, ou non, membres de l'AAFI-AFICS ou de toute autre association d'anciens fonctionnaires.

Nous sommes très heureux d'avoir Mme Yersin avec nous. Elle est en même temps Assistante sociale à l'OMM où elle travaille à temps partiel (80%). Afin de lui permettre de consacrer aux domaines mentionnés ci-dessus tout le temps qu'elle réservera à AAFI-AFICS, le Comité a pris d'autres dispositions pour traiter les demandes d'assistance d'ordre purement administratif qui étaient auparavant de la compétence de la personne qui l'a précédée, Mme Nana Leigh.



## **MESSAGE A NOS MEMBRES ANNUELS**

Nous rappelons à tous nos membres annuels que la cotisation annuelle – qui est de CHF 40.00 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012 – doit être versée à l'Association en janvier de chaque année.

Vous pouvez payer votre cotisation par BV au compte postal 12-7881-5 ou au compte UBS SA, IBAN CH66 0024 0240 1285 94LUT, SWIFT/BIC : UBSWCHZ80A.

## **COMMUNICATION DE L'ADMINISTRATEUR SUR LE NIVEAU DE PROVISIONNEMENT DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES**

Le présent article, qui complète mes précédents articles concernant l'impact de la crise financière sur la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (la «Caisse»), montre comment l'Administration de la Caisse et le Comité mixte suivent activement la situation financière de la Caisse par trois moyens différents: une évaluation actuarielle; la mesure du niveau du provisionnement; et l'étude de la gestion actif-passif (GAP). Cet article présente aussi la situation financière actuelle de la Caisse telle qu'elle ressort de ces trois paramètres de mesure.

### **Évaluation actuarielle**

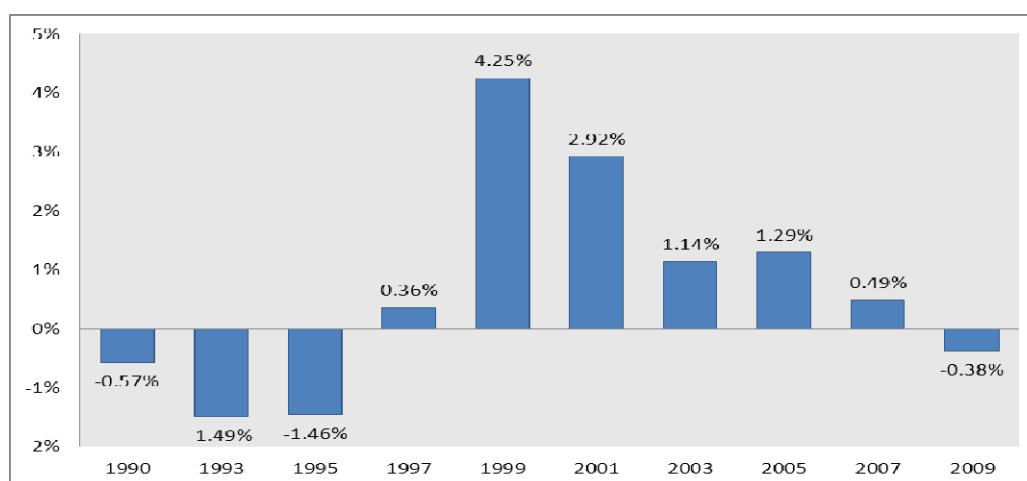
L'Actuaire-conseil de la Caisse procède à une évaluation de la situation de celle-ci tous les deux ans. Une évaluation actuarielle consiste à calculer le montant des charges à payer au titre des prestations et à les comparer à la valeur actuelle de l'actif. Pour calculer les montants des prestations à verser, diverses hypothèses sont formulées quant à l'évolution future, qu'il s'agisse du rendement des placements, du coût de la vie, de la mortalité ou des mouvements de personnel. En se fondant sur ces hypothèses, l'Actuaire-conseil calcule les droits à pension à prévoir pour les participants actuels, les participants futurs, les retraités et les bénéficiaires de la Caisse, puis détermine les obligations liées à ces droits à pension, à savoir le montant dont la Caisse doit disposer dès à présent pour pouvoir verser les prestations à l'avenir, à supposer que toutes les hypothèses se réalisent. Les obligations (passif) sont ensuite comparées aux actifs de la Caisse, ce qui permet de calculer le taux de cotisation futur requis pour maintenir les prestations à leur niveau actuel.

Le taux de cotisation actuel est de 23,7 % de la rémunération considérée aux fins de la pension, dont un tiers est à la charge des fonctionnaires (7,9 %) et deux tiers à la

charge des organisations affiliées (15,8 %). Les résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente de la Caisse arrêtée au 31 décembre 2009 donnaient à penser que le taux de cotisation devait être porté à 24,8 % de la rémunération considérée aux fins de la pension pour couvrir les droits à pension escomptés au cours des soixante ans à venir et au-delà.

Il ne faut pas s'attendre à ce que les résultats de chaque évaluation actuarielle aboutissent précisément à un taux de cotisation requis de 23,7 %, vu que la situation réelle ne correspond jamais exactement à toutes les hypothèses retenues dans les calculs. On peut plutôt s'attendre à ce que, au fil des ans, les résultats de l'évaluation convergent vers un taux de 23,7 %. L'examen des résultats antérieurs des évaluations effectuées depuis 1990, permet comme le montre le graphique ci-dessous, de constater par exemple qu'en 1990 le taux de cotisation requis était supérieur de 0,57 % au taux effectivement appliqué. Cela étant, en 1999, le taux requis était inférieur de 4,25 % à la cotisation de 23,7 % effectivement prélevée. L'évolution des résultats des évaluations fait apparaître un niveau de provisionnement déficitaire mais qui n'a cessé de s'améliorer de 1993 à 1999, alors que l'évolution observée depuis 1999 fait apparaître des chiffres positifs mais en baisse, l'évaluation la plus récente faisant ressortir un écart de -0,38 % entre le taux de cotisation effectif et le taux de cotisation requis.

**Écart entre le taux de cotisation effectif de la Caisse, correspondant à 23,7 % de la rémunération considérée aux fins de la pension (cotisation salariale et cotisation à la charge de l'employeur), et le taux de cotisation envisagé dans l'évaluation actuarielle**



L'instabilité des marchés financiers pèse assurément sur la Caisse: elle a été un facteur non négligeable dans le relèvement du taux de cotisation requis calculé dans l'évaluation actuarielle la plus récente. L'autre élément, tout aussi important, qui influe sur la situation de la Caisse est la question des caractéristiques démographiques à long terme des participants. L'évolution de leur situation

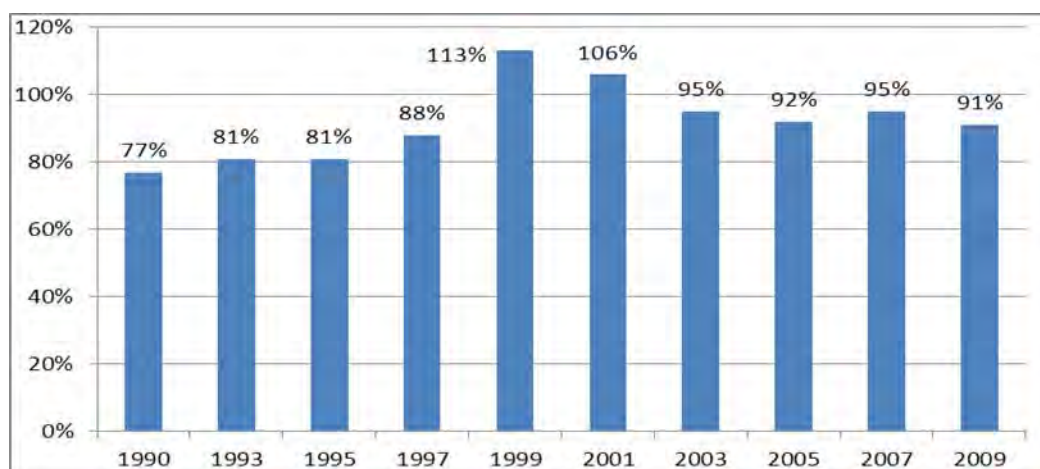
démographique peut grandement modifier le passif éventuel d'une caisse de retraite. Dans certains cas, des variations des hypothèses démographiques peuvent se produire dans un sens totalement opposé à celui du rendement des placements, ou se conjuguer à l'évolution de ceux-ci, ce qui peut plonger en pleine «tempête» un régime de retraite, qu'il soit sur ou sous-capitalisé, et aussi solide que soit sa politique en matière de placements. L'allongement de la durée de vie des participants à la Caisse a été étudié en 2006 et le Comité mixte, se fondant sur les avis de l'Actuaire-conseil et du Comité d'actuaire, a décidé de prendre en compte cette augmentation de la longévité en déterminant le passif de la Caisse au 31 décembre 2007. Une espérance de vie accrue signifie que la Caisse devra verser des pensions plus longtemps; le passif de la Caisse a ainsi augmenté du fait de cette évolution et a réduit l'excédent de près de 2 points de pourcentage par rapport à la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension. En 2008, la crise financière a amputé de 10 milliards de dollars environ la valeur de réalisation de l'actif de la Caisse. En l'espace de deux cycles d'évaluation, le passif s'est accru du fait de l'allongement de la durée de vie et l'actif a diminué en raison de l'instabilité des marchés. Ces deux facteurs ont influé sur l'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2009 et ont suscité un déficit des cotisations pour la première fois depuis quatorze ans, comme le montre le graphique ci-dessus.

La question que le Comité mixte examinera à sa prochaine session en juillet 2012, lorsque seront présentés les résultats de la prochaine évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2011, est de savoir si l'écart entre le taux de cotisation effectif et le taux de cotisation requis a continué de s'élargir ou a commencé à se resserrer. Le Comité d'actuaire qui conseille le Comité mixte a recommandé que celui-ci s'abstienne de prendre une décision lorsque le taux de cotisation requis reste dans une fourchette de 2 points de pourcentage par rapport au taux effectif, c'est-à-dire s'il se situe entre 21,7 et 25,7 %. À ce stade, le déficit actuariel de -0,38 % reste donc tout à fait dans les limites de cette estimation prudente en matière de capitalisation.

### **Niveau de provisionnement**

Parallèlement à l'évaluation actuarielle de la Caisse, l'Actuaire-conseil calcule également le passif correspondant aux droits à prestations acquis jusque-là pour les participants actifs, les retraités et les bénéficiaires actuels de la Caisse. Ce passif représente la somme dont on aurait besoin si la Caisse était liquidée. Il est ensuite comparé à l'actif pour déterminer le niveau de provisionnement. Le graphique ci-dessous montre l'évolution du niveau de provisionnement depuis 1990.

## Niveau de provisionnement de la Caisse, y compris le système d'ajustement des pensions



Le niveau de provisionnement qui apparaît ci-dessus retient la valeur actuarielle des avoirs plutôt que leur valeur de réalisation. Il s'agit en fait d'une valeur lissée sur cinq ans, ce qui aide à atténuer les importantes fluctuations de la valeur de l'actif pour déterminer le taux de cotisation requis et le niveau de provisionnement de la Caisse.

En vue de la présentation des états financiers de la Caisse, le Comité mixte a récemment adopté la norme comptable internationale IAS 26. Selon cette norme, la valeur actuarielle des prestations que devrait verser la Caisse (passif) doit être communiquée et comparée à la valeur de réalisation de l'actif. En l'occurrence, ce passif comptable représente le montant qu'il faudrait prévoir si les prestations étaient gelées. La valeur du passif est donc analogue à celle qui a été retenue dans le passé, telle qu'elle ressort du tableau ci-dessus. Cependant, la norme IAS 26 prescrit l'utilisation de la valeur de réalisation de l'actif pour déterminer le niveau de provisionnement. À l'avenir, si l'on se fonde sur cette notion de couverture financière comptable, on peut s'attendre à de plus fortes variations d'une année sur l'autre par rapport au niveau de provisionnement présenté dans le graphique ci-dessus. Aux fins de comparaison, au 31 décembre 2009, le niveau de provisionnement de la Caisse selon la méthode prescrite par la norme IAS 26 était de 94,5 % au lieu de 91 % comme indiqué ci-dessus. Ces deux ratios (91 et 94,5 %) laissent entrevoir un régime de retraite solidement capitalisé.

### Étude de la gestion actif-passif

Pour pouvoir faire le point sur les besoins de financement sur lesquels la Caisse doit tabler à plus long terme, le Comité mixte fait réaliser tous les quatre ans une étude de la gestion actif-passif. Ce type d'étude modélise l'actif et le passif d'un régime de retraite et en établit des projections selon divers scénarios économiques (soit, en règle générale, de 1 000 à 10 000 simulations) dont l'horizon est de trente ans ou plus, pour établir des intervalles de confiance (en termes statistiques) applicables

aux résultats des évaluations actuarielles futures. Les conclusions d'une telle étude aident le Secrétaire général à arrêter une politique appropriée en matière de placements afin de garantir selon toute probabilité le maintien, voire l'amélioration du niveau de provisionnement au taux de cotisation actuel. L'étude de la gestion actif-passif sert également de guide au Comité mixte pour mesurer les risques qu'encourt la Caisse et la probabilité de risques particuliers (par exemple, celui de la grosse «tempête» dont il est question ci-dessus), pour adresser au Secrétaire général les observations voulues au sujet de la politique à suivre en matière de placements ou pour proposer à l'Assemblée générale des modifications à apporter à la conception du régime de retraite.

La deuxième étude de la gestion actif-passif de la Caisse, récemment menée à bien, a été présentée au Comité mixte à sa session de juillet 2011. Selon le cabinet de conseil qui a réalisé cette étude, les principaux facteurs de risque sont notamment, dans le cas de la Caisse, ceux qui sont liés aux marchés financiers, à un rendement insuffisant, à l'inflation, aux fluctuations monétaires et à l'évolution démographique.

Les résultats de l'étude ont fait apparaître que la Caisse pourrait atteindre un niveau de provisionnement de 100 % au moyen de la politique actuelle en matière de placements. Cependant, en suivant une politique légèrement différente, la Caisse atteindrait ce niveau dans un délai plus court tout en réduisant les risques liés aux placements. Parmi les modifications qu'il a été recommandé d'apporter à la répartition stratégique actuelle de l'actif, il convient de mentionner une réduction globale de la part des valeurs à revenu fixe, une augmentation du portefeuille immobilier, l'ajout d'une nouvelle catégorie d'avoirs (actifs liés aux produits de base) et l'élimination des liquidités (ou des placements à court terme). En outre, il a été suggéré de panacher les actions au niveau mondial (leur part étant maintenue à 60 %) en faisant une plus large place aux titres de marchés émergents et au capital-investissement. Ces recommandations devraient contribuer à la diversification du portefeuille de la Caisse. Étant donné que la Division de la gestion des placements a déjà ajouté les produits de base et le capital-investissement à l'éventail des placements, la politique recommandée ne fait que renforcer les stratégies déjà en place.

L'étude est parvenue à la conclusion que, suivant la politique actuelle de placements, le rendement annuel à long terme des investissements serait en principe de 7,7 %, tandis que le rendement escompté selon la stratégie recommandée serait de 8,1 % par an. Par comparaison, il est à signaler que l'évaluation actuarielle se fonde sur l'hypothèse d'un rendement des investissements de l'ordre de 7,5 % par an.

L'étude de la gestion actif-passif a aussi pris en considération la structure multidevises des prestations et du passif de la Caisse et a examiné la question de savoir s'il fallait inclure des stratégies de couverture du risque de change dans la politique de placements. Sa conclusion a été que des opérations de couverture



monétaire procurent un avantage financier limité et pouvaient accroître les coûts d'investissement en ne réduisant guère les risques.

Le Comité mixte, le Comité des placements et la Division de la gestion des placements ont étudié ces résultats et, comme on l'a vu, certaines des modifications suggérées dans l'étude ont déjà été appliquées. Compte tenu de la forte probabilité – au vu des résultats de l'étude actif-passif – que le niveau de provisionnement de la Caisse s'améliore à terme tant avec la politique actuelle en matière de placements que selon la politique recommandée, les données recueillies permettent au Comité mixte de considérer qu'à ce stade le taux de cotisation de 23,7 % reste approprié pour la Caisse.

## **Conclusions**

Selon chacun des trois paramètres de mesure mentionnés ci-dessus, le niveau de provisionnement de la Caisse est suffisamment solide pour assurer aux pensionnés des prestations d'un montant suffisant. L'instabilité des marchés financiers pèse assurément sur la Caisse. Cependant, comme l'a montré l'étude de la gestion actif-passif, les résultats des placements à long terme tant en suivant la politique actuelle qu'en optant pour la politique recommandée devraient être équivalents, voire supérieurs, au rendement retenu dans l'hypothèse qui a servi à établir le taux de cotisation actuel. Il y a donc une forte probabilité que la Caisse puisse résister à la volatilité actuelle des marchés financiers. En outre, l'Administration de la Caisse et le Comité mixte suivent de près la situation de la Caisse par les trois moyens décrits ci-dessus, de façon à pouvoir faire face en temps opportun à toute évolution, qu'elle soit positive ou négative.



## **"SYNOPSIS" DE LA CAISSE DES PENSIONS (UNJSPF)**

« Synopsis » est une base de données relative aux jugements du Tribunal Administratif des Nations Unies et de son successeur, le Tribunal d'Appel des Nations Unies concernant les décisions prises par le Comité permanent du Comité mixte de la Caisse des pensions. En outre, la base de données contient un résumé de chaque jugement du tribunal et des décisions du comité permanent qui n'ont pas encore fait l'objet d'un appel, ainsi que d'autres documents pertinents.

La base de données peut-être interrogée par mot-clé/sujet selon une liste préétablie ; ou la recherche peut être beaucoup plus précise avec l'utilisation de critères complémentaires.



## DE L'IMPORTANCE DES MOTS PAR LEUR NOMBRE

Le Théorème de Pythagore	24 mots
Le Notre-Père	66 mots
Le Principe d'Archimède	67 mots
Les Dix Commandements	179 mots
Le Discours de Gettysburg	286 mots
La Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis	1.300 mots
La Constitution des Etats-Unis et ses 27 amendements	7,818 mots
La directive de la Commission de Bruxelles sur la vente des choux	26,911 mots

« Ce que l'on conçoit bien s'exprime clairement  
Et les mots pour le dire arrivent aisément »

*Boileau, « Art poétique »*



### L'ETHIQUE DANS LES SECRETARIATS DES NATIONS UNIES

Dans un rapport publié en 2010 sur « L'éthique dans le système des Nations Unies »<sup>1</sup>, le Corps commun d'inspection écrivait qu'« un comportement contraire à l'éthique et des pratiques de corruption de la part d'un petit nombre continuent à ruiner le travail et la réputation des organisations du système des Nations Unies ». Il ajoutait que, bien que ces pratiques puissent ne jamais être totalement éliminées, la définition d'un cadre de règles de conduite pourrait aider à circonscrire le problème et à favoriser l'émergence d'une culture et d'une atmosphère d'intégrité et de transparence.

En 2006, le Secrétaire général des Nations Unies a créé au sein du Secrétariat un Bureau de la déontologie, nouvelle unité lui faisant directement rapport. Les rapports annuels de ce Bureau sont soumis au Secrétaire général et, par son entremise, à l'Assemblée générale. Ses principales responsabilités sont les suivantes :

- administrer le dispositif de transparence financière ;

<sup>1</sup> Rapport JIU/REP/2010/3 par Mme Deborah Wynes and M. Mohamed Mounir Zahran.

- appliquer la politique des Nations Unies sur la protection du personnel contre les représailles que pourraient entraîner la dénonciation de manquements ou la coopération à un audit ou une enquête dûment autorisés ;
- donner confidentiellement des avis et des conseils aux fonctionnaires sur les règles de déontologie (conflits d'intérêt par exemple) notamment en offrant un service d'assistance téléphonique en la matière ;
- Elaborer des normes, des programmes de formation et d'éducation sur les questions d'éthique.

Le Bureau ne remplace pas les dispositifs existants permettant de signaler les mauvais comportements ou de traiter les réclamations. Il est plutôt destiné à encourager les membres du personnel et le management à rechercher des conseils confidentiels sur la façon de traiter les conflits d'intérêt potentiels ou d'autres problèmes d'ordre éthique sur le lieu de travail.

La directrice actuelle du Bureau est Mme Joan Elise Dubinsky, de nationalité américaine.

### **Le rapport du Bureau de la déontologie pour 2010-2011**

Dans son rapport à l'Assemblée générale portant sur la période du 1<sup>er</sup> août 2010 au 31 juillet 2011, le Secrétaire général relève que le Bureau de la déontologie a été saisi de 766 demandes d'avis et de conseils, en augmentation de 78 pour cent par rapport à la période précédente. Elles portaient sur des participations à des activités extérieures, des allégations de manquements, des conflits d'intérêt, des placements personnels, des problèmes d'ordre professionnel, des acceptations de cadeaux et d'invitations et des restrictions d'accès à certains emplois après la fin du service.

Le Bureau a organisé plusieurs sessions de briefing et d'information et continué à présenter son atelier de formation intitulé « Travailler ensemble : éthique professionnelle et intégrité dans le travail quotidien ». Depuis 2006, plus de 14.000 fonctionnaires de l'ensemble du système des Nations Unies y ont participé. La participation à un autre programme sur « L'éthique et l'intégrité dans les opérations d'achat » est obligatoire pour le personnel de la Division des Achats et recommandé pour d'autres catégories de personnel ayant des tâches voisines. Le Directeur du Bureau de la déontologie s'est rendu plusieurs fois en mission à l'Office des Nations Unies à Genève, à l'ESCWA, à l'UNRWA et auprès de missions de maintien de la paix et des entretiens privées avec plus de 900 membres du personnel ont été aménagés.

Au cours de la même période, le Bureau de la déontologie, de conserve avec le Bureau de la gestion des ressources humaines, a procédé à un examen des normes de conduite à l'usage des services de la fonction publique internationale et à l'élaboration d'une note commune d'orientation sur l'activité politique destinée au personnel des Nations Unies.

## **Le programme de transparence financière**

Ce programme est destiné à améliorer (ou à restaurer) la confiance du public en l'intégrité des Nations Unies et, plus particulièrement, à identifier les conflits d'intérêt, potentiels ou réels. Le Bureau de la déontologie en fait bénéficier le personnel de diverses composantes de la famille des Nations Unies <sup>2</sup> sur la base d'un partage des dépenses.

Pour le cycle 2010 (portant sur l'année civile 2009), 4.065 fonctionnaires ont été requis de soumettre une déclaration par Internet. Fin 2009, 99,61 pour cent d'entre eux s'étaient acquittés de cette obligation. En 2010, 111 hauts fonctionnaires des Nations Unies ont participé à ce programme de transparence financière. Une vérification par méthode aléatoire est conduite parmi les personnels de tous grades et les bureaux ayant participé à l'exercice pour valider l'information donnée et s'assurer qu'elle soit complète. En 2010, 191 fonctionnaires ont été sélectionnés à cet effet. La vérification consiste à s'assurer que les actifs possédés par les fonctionnaires et leurs intérêts extérieurs sont compatibles avec leurs obligations et responsabilités envers les Nations Unies afin d'identifier tout conflit d'intérêt réel ou apparent et d'y remédier. Au cours du cycle 2010, les vérificateurs externes ont déterminé que 102 participants (2,5 pour cent du nombre de fonctionnaires ayant fait rapport) présentaient des conflits d'intérêt potentiels, exigeant qu'une action corrective fût prise, relatifs à des participations financières, des activités extérieures ou des relations familiales. Les vérificateurs ont soumis des recommandations à cet effet, en consultation avec le Bureau de la déontologie.

A la clôture du cycle 2010, 34 participants ne s'étaient pas acquittés de leurs obligations au titre de ce programme.

Le processus d'examen et de vérification ainsi que la gestion du programme de transparence financière sont actuellement sous-traités au Cabinet privé d'expertise comptable PriceWaterhouseCoopers. Le Secrétaire général des Nations Unies a recommandé que ce système d'examen et de vérification soit maintenu.

## **Protection de ceux qui tirent la sonnette d'alarme**

La protection contre des représailles éventuelles sur les personnes qui signalent des manquements ou qui collaborent à des audits ou à des enquêtes dûment autorisés a été décidée par le Secrétaire général dans une circulaire de décembre 2005. Elle met en place un processus complexe : un fonctionnaire qui se plaint de telles représailles doit soumettre une plainte au Bureau de la déontologie. Si ce Bureau décide qu'il s'agit à première vue d'un cas de représailles, il renvoie le cas au Bureau des services de contrôle interne (sigle anglais usuel : OIOS) pour enquête et recommandation. Le cas est ensuite renvoyé au Bureau de la déontologie qui, à son tour, peut recommander au chef du Département concerné de prendre telle action ou

---

<sup>2</sup> Notamment l'ONUG, l'UNRWA, le HCR, l'UNAIDS, l'UNITAR, l'OCHA, l'OHCR et les Commissions économiques

soumettre des recommandations au Secrétaire général. Simultanément, le Bureau de la déontologie peut, en attendant les résultats de l'enquête, recommander au Secrétaire général de prendre des dispositions pour protéger les intérêts du plaignant. Des représailles lancées contre un individu au motif que cette personne a signalé un manquement constituent en elles-mêmes un manquement, lequel, s'il est avéré, conduira à des sanctions ou à une mutation. Une personne qui a subi des représailles garde le droit d'en demander réparation dans le cadre des dispositifs de recours internes.

Il existe cependant une lacune dans ce processus à savoir que l'OIOS est seul juge de décider s'il convient de faire une enquête sur un cas. Dans le cas d'un ancien haut fonctionnaire des Nations Unies, le Bureau de la déontologie avait conclu en juillet 2007 qu'à première vue un acte de représailles avait été commis à son encontre. Il avait donc transmis le cas à l'OIOS qui, de son côté, estima qu'il n'en était rien. Comme l'OIOS jouit d'une indépendance opérationnelle, il n'avait pas l'obligation d'ouvrir une enquête, ce qui fit avorter le cas. Lorsque de telles situations se présentent, les Inspecteurs du Corps commun d'inspection (sigle usuel : JIU – Joint Inspection Unit) ont recommandé que le dossier soit renvoyé au JIU soit par le chef exécutif, soit par le responsable du Bureau de la déontologie. Une autre solution pourrait être d'amender le mandat de l'OIOS de façon à y inclure l'obligation d'enquêter sur tous les cas, même semblant évidents, de représailles présumées.

Si l'on se réfère aux rapports du Bureau de la déontologie d'août 2007 à juillet 2010 un cas apparent de représailles fut identifié parmi seulement 1,5 pour cent des demandes de protection contre des représailles (2 sur 134) reçues par le Bureau. Au cours de la période d'août 2010 à juillet 2011, le Bureau de la déontologie a reçu 55 demandes de protection contre des représailles, en augmentation de 56 pour cent sur la période précédente. Des rapports d'enquête furent soumis concernant trois cas de représailles semblant évidents au cours des cycles 2009-2010 et 2010-2011. Dans un cas seulement, les représailles furent prouvées et le Bureau de la déontologie fit des recommandations portant sur des mesures disciplinaires et des actions correctives. Dans les cas de deux plaignants, le Bureau prit des mesures de protection provisoires qui impliquaient un transfert vers un autre bureau des Nations Unies ou l'attribution d'un autre poste dans le même lieu d'affectation.

Les rares cas de situations paraissant à première vue évidentes semblent peu susceptibles de refléter la situation réelle, laissant potentiellement sans protection les 'tireurs de sonnette d'alarme' ou les incitant à ne pas signaler les manquements de hauts fonctionnaires ou autres.

La situation pourrait être appelée à s'améliorer. Dans une affaire récente (2011)<sup>3</sup> le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies a jugé que les décisions du Bureau de la déontologie peuvent faire l'objet d'appel : une décision de ce Bureau

---

<sup>3</sup> Jugement No. UNDT/NY/2011/063 (*Hunt-Mathes c. Secrétaire général des Nations Unies*)

qu'un cas ne met pas à première vue en évidence l'existence de représailles peut être réexaminée par le Tribunal et potentiellement annulée.

Lors d'une affaire précédente (2009)<sup>4</sup> le Tribunal avait affirmé que « des représailles exercées par un fonctionnaire contre un autre fonctionnaire en relation avec l'accomplissement des tâches de ce dernier constitue une violation des obligations fondamentales que celui qui exerce ces représailles a envers l'Organisation et constitue un abus de pouvoir qui exige une forte réplique si l'on veut maintenir l'intégrité de l'Organisation. » Dans ce cas précis, le Bureau de la déontologie avait déterminé qu'à première vue un acte de représailles contre le fonctionnaire avait été commis. Toutefois, à la suite de l'enquête, l'OIOS émit l'opinion contraire et le Directeur du Bureau de la déontologie se rangea aux conclusions de l'OIOS. Le fonctionnaire se vit remettre un court résumé des résultats de l'enquête de l'OIOS. Le Tribunal exigea alors qu'une copie intégrale du rapport lui fut remise ainsi qu'à son conseiller juridique, dans le cadre d'un accord de confidentialité. Le Bureau de la déontologie fit connaître ses « objections vigoureuses » à l'ordonnance du Tribunal, faisant ainsi fi du droit juridique fondamental de tout individu d'avoir intégralement accès aux documents écrits sur la base desquels une décision administrative a été prise affectant son statut. Cette mise à disposition doit pouvoir lui permettre d'évaluer la perspective de faire appel, ou non, de la décision en cause.

### **Le Comité de déontologie**

Un Comité de déontologie a été créé en 2007. Il a pour mandat d'uniformiser les normes et les politiques en matière d'éthique, de donner un avis sur les problèmes complexes soulevés par le Bureau de la déontologie ou les présidents de Comités de déontologie à l'échelon du système des Nations Unies. Le Comité de déontologie des Nations Unies est composé du Bureau de la déontologie de l'ONU et des Bureaux de déontologie des organismes et programmes des Nations Unies.

En 2009, le Bureau de la déontologie donna du poids à l'intervention du Secrétaire général à l'Assemblée générale en lui permettant de présenter un Code de déontologie du personnel des Nations Unies conçu à l'échelle du système. Le Code ne remplace pas les Normes de conduite initialement formulées en 1975 et mises à jour en 2001. Il met l'accent sur les mêmes principes d'indépendance, de loyauté envers l'Organisation, d'impartialité et d'intégrité qui sont aussi partie intégrante de la Charte des Nations Unies, des constitutions des institutions spécialisées de la famille des Nations Unies et des Règlements du personnel. Le Code ajoute des exigences de responsabilité et de respect des droits de l'homme et se réfère spécifiquement aux conflits d'intérêt et aux abus d'autorité.

---

<sup>4</sup> Jugement No. UNDT/NY/2009/044/JAB2008/087.

## **La déontologie dans le système des Nations Unies**

Le rapport de 2010 du Corps commun d'inspection estime que des progrès ont été accomplis avec la mise en place de mécanismes concernant la déontologie mais que peu de chose a été fait dans nombre d'institutions spécialisées. Les données budgétaires mettent en lumière un faible degré d'engagement à l'égard de ces questions : aucun crédit pour 2011 à l'OACI, à l'OMM, à l'OMPI et à l'OMT ; un niveau minimum de ressources au BIT et à l'AIEA. Dans certaines organisations les Inspecteurs conclurent que la fonction déontologie n'allait pas plus loin que d'y consacrer un document, ce qui permettait à l'Organisation de se contenter de « cocher la case ».

L'ONU, ses fonds et programmes, la FAO, l'UIT et l'UNESCO, en nommant des responsables de bureau de déontologie à un niveau élevé, ont appliqué les normes suggérées par le JIU, mais le rapport de ce dernier souligne que dans les autres institutions il n'existe aucun poste à aucun niveau consacré aux questions de déontologie.

Au BIT la responsabilité de ces questions est répartie entre plusieurs bureaux. Un poste de fonctionnaire indépendant chargé de la déontologie a été créé en juin 2009 : son titulaire fait directement rapport au Directeur général. Il conseille le Département des ressources humaines sur les normes en la matière, collabore avec ce Département sur la préparation des programmes sur ce sujet, reçoit les plaintes pour représailles ou menaces de représailles émanant de fonctionnaires qui ont signalé des manquements ou coopéré avec un audit ou une enquête. Toutefois, les cas impliquant une fraude financière doivent être soumis au directeur du Département des services financiers et au chef du Bureau de l'audit interne. Le médiateur peut recevoir des informations confidentielles sur des cas de non-respect des règles et procédures internes, voire de dissimulation de ces cas.

Au BIT, comme dans d'autres entités des Nations Unies, la question se pose de savoir si cette fonction en matière de déontologie ne recoupe pas les responsabilités d'autres unités de l'Organisation telles que le Département des ressources humaines, les unités chargées de l'audit ou du contrôle ou le médiateur.

A l'UNESCO, dans son rapport pour 2009-2010, le Bureau de l'éthique estime que ses responsabilités se recoupent de plus en plus souvent avec celles du Bureau des médiateurs. Le Bureau de l'éthique de l'UNESCO reçoit de nombreuses plaintes d'employés, surtout parmi les temporaires, pour des cas d'abus d'autorité ou de harcèlement de la part de leurs supérieurs. Il reçoit également de nombreuses plaintes concernant le non-respect de leurs obligations privées, juridiques ou financières, par des fonctionnaires de l'UNESCO qui, parfois, font un usage inapproprié de leur immunité diplomatique.

A la FAO, il est intéressant de noter que le Comité de l'éthique comprend « quatre personnes honorablement connues, extérieures à l'Organisation » aux côtés de trois fonctionnaires de haut rang de cette dernière qui doivent assurer son indépendance.

En ce qui concerne l'OMS, les Inspecteurs ont estimé que le fait de « n'avoir créé aucun poste consacré aux questions de déontologie, malgré la taille considérable de l'Organisation » était très préoccupant.

### **Implication du personnel dans les activités relatives à la déontologie**

Les inspecteurs du Corps commun d'inspection estiment que les activités touchant aux questions de déontologie ne peuvent atteindre pleinement leur objectif sans le soutien des personnels des organisations concernées. Toutefois ils observent « qu'au sein du système des Nations Unies on ressent qu'il existe dans les organisations une omniprésente culture du secret en ce qui concerne le processus de décision et peu ou pas de transparence. Dans ce contexte, le personnel ne manifeste que peu d'intérêt pour les activités relatives à la déontologie, considérées comme un simple gadget de la direction, sans effet sur la solution des problèmes existants.»

### **Conclusion**

La création en 2006 par les Nations Unies de Bureaux et de Comités de déontologie et l'adoption de nouveaux codes de conduite ne furent pas une initiative spontanée du Secrétariat : ce fut une réponse directe aux exigences répétées et aux pressions de grands contributeurs (Etats Unis et autres Etats membres occidentaux) pour améliorer la gestion et combattre la corruption et l'impunité. Elle a suivi la création en 1994 du Bureau des services de contrôle interne (sigle usuel : OIOS - Office of Internal Oversight Services), la désignation d'un Médiateur des Nations Unies en 2002 et précédé la réforme de l'administration du système de justice interne avec la création de deux tribunaux indépendants en 2008.

Les méthodes de management interne aux Nations Unies sont souvent taxées de politisation et d'irresponsabilité. Cette critique s'applique à différents degrés selon qu'il s'agit de l'Organisation des Nations Unies proprement dite, à New York et en d'autres lieux, aux Fonds et aux Programmes et aux institutions spécialisées. Dans toutes les organisations on a besoin de davantage de transparence.

Dans le cadre des efforts du système des Nations Unies pour réformer sa gestion interne, la création, dans les organisations, d'une structure responsable de l'éthique peut contribuer à améliorer leur image, leurs relations avec le personnel ainsi que le moral et la motivation.

Toutefois la crédibilité de cette structure dépend des mesures de protection effective que l'on prend en faveur de ceux qui tirent des sonnettes d'alarme, ce qui ne semble pas être le cas, du moins aux Nations Unies. A leur tour, ces mesures font que des allégations d'abus ou de corruption peuvent être faites sans crainte de représailles.



Les allégations doivent faire l'objet d'une enquête approfondie suivie de mesures prises rapidement à l'encontre des coupables à tous les niveaux de la hiérarchie. Les allégations touchant le Chef exécutif d'une organisation devraient être examinées par une unité indépendante spéciale, créée par les organes législatifs.

La transparence financière est un instrument essentiel de contrôle et de prévention des conflits d'intérêt et des abus en matière financière. Les déclarations individuelles doivent être soumises périodiquement et faire l'objet d'un examen attentif, tout particulièrement dans les départements sensibles (achats, comptabilité, voyages etc) et aux échelons élevés. Les déclarations incomplètes doivent être complétées et tout conflit d'intérêt identifié et éliminé.

De façon plus générale, la crédibilité des bureaux de déontologie dépend de leur capacité à faire preuve d'indépendance à l'égard du management et à convaincre de leur propre intégrité.

**Yves BEIGBEDER**



## **PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS**

### **DIMANCHOPHOBIE**

Récemment, j'étais en train de lire un journal lorsque mon attention fut attirée par un titre étrange. Je devrais sans doute expliquer d'abord que, lorsque j'utilise le mot 'lire', cela ne signifie pas nécessairement lire. Lorsque j'étais jeune j'avais l'habitude de lire un journal de façon tout à fait différente : je repérais l'article ou le sujet qui m'intéressait et le lisais alors de A à Z. Je ne fais plus cela aujourd'hui.

Aujourd'hui, je tourne les pages assez lentement, m'efforçant de ne pas les mélanger et de les froisser et je laisse mon regard se poser sur un titre ou deux. Parfois il m'arrive de tourner deux, voire trois pages à la fois, mais au fond ce n'est pas plus mal car cela me permet d'en finir plus vite avec cette activité : la vitesse n'est-elle pas l'essence même de nos vies modernes ? De toute façon, lorsque cet exercice touche à sa fin, j'ai appris qu'il y a eu des inondations et des sécheresses, des tremblements de terre et des effondrements de terrains, des combats et des fusillades, des attentats suicides, des morts et des blessés, des rebelles et des loyalistes, sans oublier des terroristes et des extrémistes. Savoir où et pourquoi, qui contre qui, m'échappe la plupart du temps : et si ce n'est pas le cas, je l'oublie de toute façon rapidement.

Où en étais-je !?

Ah oui, il s'agissait d'un titre curieux : « *Dictionnaire du Nouveau Futur* », Comme vous le savez tous je suis un fan du modernisme, du futur, bien que parfois il m'arrive de préférer l'ancien futur. Bref, il s'agissait là d'un article que je me devais de lire

jusqu'au bout et pas seulement survoler. Et je tombais soudain sur un mot étrange: « *dimanchophobie* ». Avidé de connaissances sur le futur, le nouveau ou l'ancien, je lus l'article comme lorsque j'étais jeune et appris que ce mot mystérieux était défini comme suit :

*'Crainte des dimanches : état qui reflète la peur d'un temps non organisé. A ne pas confondre avec dominicalophobie, qui signifie crainte du Jour du Seigneur'*

Donc, crainte des dimanches... Comme c'est bizarre. Lorsque j'étais jeune, non seulement je lisais les journaux, mais j'adorais le dimanche car c'était le jour réservé à la montagne. C'était le jour où l'on n'allait pas à l'école, à l'université ou au bureau. C'était le jour où l'on adorait le *temps non organisé*, bien que ce terme fut inconnu. Lorsque j'arrivai pour la première fois dans le monde occidental (dans mon cas, ce fut Montréal), mon chef, Maurice Stack, me fit découvrir ce qu'était le week-end. Le samedi, me dit-il, tous les Juifs vont à la synagogue. Le dimanche, tous les Chrétiens vont à l'église. Par conséquent, pendant le week-end, la montagne vous appartient entièrement. (Bien entendu, les Musulmans vont à la mosquée le vendredi et ne se mêlent pas du week-end des autres). Le point de vue de Stack semblait donner un aval religieux à mon opinion que le week-end était fait pour aller se promener, donc de profiter d'un temps non organisé. Entre parenthèses, je devrais ajouter que l'évaluation de Stack sur l'influence de la synagogue et de l'église était quelque peu exagérée. Toutefois, il venait tout juste d'écrire « *Approaches to Social Security* », un best-seller du BIT, et c'était un chef formidable. Aussi, peu importait quelque exagération ici ou là.

Vous pourrez mesurer à quel point il était un chef remarquable à une petite anecdote. Un jour, j'avais pris de courtes vacances mais je souhaitais les prolonger un petit peu. Je lui envoyais donc un télégramme ainsi rédigé : *retard évitable*. Tous mes collègues pensèrent qu'il s'agissait d'une erreur de transmission du mot *inévitabile*. Sauf Stack qui comprit mon message pour ce qu'il voulait dire. Pouvait-on souhaiter un chef plus compréhensif ? Tout ceci me rappelle un autre week-end. C'était un week-end d'escalade : nous avons fait la Dent du Géant mais manqué la dernière benne du téléphérique de l'Aiguille du Midi. Je ne pus donc rejoindre Genève que le lundi matin. J'arrivais au Bureau après le déjeuner, prêt à présenter mes excuses. Tout à fait inutile : personne n'avait même remarqué mon absence.

Bon, où en étais-je ?

Lorsque je fus enfin transféré à Genève, je découvris que le week-end était à l'origine d'un fossé profond, culturel, politique et social ; en fait, d'une fracture dans le modèle de base de la civilisation.

A Genève, le week-end commençait seulement le samedi à l'heure du déjeuner, ceci afin de compenser la pause de deux heures pour le déjeuner dont nous bénéficions pendant la semaine.

Ceux qui avaient été habitués à une pause-déjeuner d'une heure (par exemple à Montréal) - largement suffisante pour avaler un sandwich ou tout autre machin vite absorbé - et à un week-end de deux jours pleins étaient stupéfaits et mécontents de cette manifestation de la civilisation européenne.

Mais la civilisation transatlantique était toute puissante et la pause-déjeuner de deux heures plus la demi-journée du samedi promise à une fin certaine. Incidemment, lorsque le premier self-service à l'américaine fut installé par Mövenpick, tout le monde proclama que Genève n'accepterait jamais cette mascarade culturelle. Eh bien, si.

Et Genève en fit autant : banques, bureaux, organisations <sup>5</sup>, tous se mirent au week-end de deux jours. Et une fois mis en place, impossible de faire marche arrière : c'est devenu un droit de l'homme essentiel.

Maintenant que je suis vieux et retraité, j'adore les dimanches pour d'autres raisons. La première, c'est qu'il n'y a pas de courrier. Pendant la semaine des tonnes de courrier arrivent. On peut le classer en trois catégories : les factures, la publicité et les appels à des contributions. Certains de ces derniers sont conçus - par l'adjonction d'un paquet de cartes de vœux, d'un stylo à bille ou d'un bloc de post-it - de façon à vous donner un sentiment de culpabilité.

Lorsque j'ai pris ma retraite, je me suis dit avec quelque suffisance : « *Désormais, je ne dépends plus des week-ends ; j'irai à la montagne quand tous les autres seront au travail. J'irai le mardi.* » L'ai-je fait ? Oui, je l'ai fait pendant deux semaines, mais je me suis trouvé forcé de revenir aux week-ends classiques. Pourquoi ? Oui, pourquoi ? Eh bien, parce que je me suis vu irrésistiblement entraîné par des collègues qui restaient accros du week-end ; des clubs qui organisaient des escalades et des excursions ; bref, tout se liguait pour que mes mardis tombent le week-end.

Mais laissez-moi revenir sur le *Nouveau Futur*. Et d'abord sur *dominicalophobie*. Ô Seigneur Tout-Puissant, quel Seigneur devrais-je craindre ? Tous, je suppose. Je ne m'attarderai pas là-dessus. Puis il y avait un autre mot, une phrase qui m'avait frappé : *réincarnation instantanée*. Le fait que la plupart des adultes - quelque remarquable qu'ait été leur vie - souhaitent un changement radical dans leur existence. Le désir de se réincarner alors que l'on est encore vivant serait presque universel. Du moins, c'est ce que l'on nous dit. Ai-je réellement ressenti ce désir ? J'attends ; ça pourrait encore venir.

**Aamir ALI**

---

<sup>5</sup> [Note du traducteur] Aamir reviendrait aujourd'hui au travail dans le système des Nations Unies qu'il constaterait que l'étape suivante est déjà presque franchie : le week-end de deux jours *ET* la pause-déjeuner de deux heures, plus les pauses-café prises de préférence au Bar des délégués. Celles-ci remplacent le café ou le thé proposés jadis aux fonctionnaires du BIT directement dans leur bureau et servis dans des tasses encore ornées du sigle de la Société des Nations.

## FÉLICITATIONS POUR VOTRE GRAND ÂGE !

Ceux qui n'ont pas d'ordinateurs ou qui marmonnent de sinistres mises en garde sur l'usage du paiement en ligne, aimeront cette histoire. Il y a aussi des fois où être âgé et, pour autant, savoir se servir d'un ordinateur peut causer l'hilarité. Aux uns et aux autres j'aimerais raconter ce qui m'est arrivé.

Je pensais que je pouvais sans problème commander ma Vitamine D3 par Internet jusqu'à ce que j'arrive au moment de taper la date d'expiration de ma carte de crédit ! Je m'imaginai que le 11-12 que je voyais imprimé signifiait le 11<sup>ème</sup> JOUR de décembre, aussi tapais-je plusieurs fois 11/12. Soudain mon écran se mit à hurler : ERREUR ! UN SEUL NOUVEL ESSAI AUTORISÉ. Mes yeux s'écarquillèrent d'horreur. Je savais que ma nouvelle carte était valide. Soudain je réalisais que la date d'expiration était le onzième MOIS de 2012 : En fin de compte ma commande fut enregistrée.

Trois jours passèrent et j'avais oublié cet incident. C'est alors que je reçus une lettre du Département de lutte contre la fraude de ma banque : ils me demandaient de les appeler d'urgence. Comme excuse je déclarai : « J'ai 76 ans ». Silence. Puis: "Vous voulez dire que vous utilisez un ordinateur à votre âge et que vous passez des commandes par Internet ? Félicitations ! »

J'ai utilisé ma carte je ne sais combien de fois, aussi me demandais-je pourquoi cela n'avait pas marché. C'est alors que la raison m'en est apparue. Tous ces récits sur le 9/11 m'avaient fait me demander pourquoi nous avons adopté, nous, la façon américaine de présenter les dates. Pour moi 9/11 signifiait le 9 novembre. Et, par conséquent, 11-12 le 11 décembre ! Juste une faute d'inattention ...

Cela fait du bien de parler du grand âge. Imaginez l'inverse : au lieu de vous gronder, on vous félicite ! Essayez !

**Joy PATTINSON**



**INNOVATION A GENEVE : UN PROJET PILOTE DE MAISON  
D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT**

**POUR LES PERSONNES EN FIN DE VIE ET LEURS  
PROCHES, SUR LE MODELE REUSSI DES MAISONS PEU  
MEDICALISEES DES PAYS-BAS**



Vue de la maison depuis le jardin, où l'on reconfigure de nouveaux chemins accessibles aux fauteuils roulants

La Maison de Tara, fondation à but non lucratif reconnue d'utilité publique, a annoncé l'ouverture d'une maison d'accueil et d'accompagnement de personnes en fin de vie sur la Commune de Chêne-Bougeries. Cette maison offre une alternative à l'hospitalisation des personnes en fin de vie qui souhaitent vivre ce moment clé dans une ambiance non médicalisée et chaleureuse, entourées d'attention et de tendresse, comme à la maison.

Que signifie en termes pratiques la désignation de 'patient en fin de vie' ? Bien sûr personne ne peut être certain du moment où interviendra la mort. Il s'agit donc de la dernière période précédant la mort de quelques jours à quelques semaines. Il est cependant toujours possible qu'un patient se remette. Dans ce cas-là, il sera encouragé à rentrer à domicile ou entrer en EMS.

Selon les statistiques de l'OMS, 75% des personnes interrogées désireraient finir leur vie chez eux, à la maison, mais ce n'est naturellement pas toujours possible dans notre société moderne. En effet, souvent les patients ne jouissent pas d'un réseau

social suffisant ou leurs proches sont épuisés. La Maison de Tara comble donc cet espace entre ce désir de mourir à domicile et une hospitalisation qui ne serait pas indiquée médicalement.

Cette maison de famille, située au 79, chemin de la Montagne, a été mise à la disposition de la Fondation par la Ville de Chêne-Bougeries. Située dans un jardin paisible, La Maison de Tara est aménagée pour répondre aux normes de sécurité et de confort des personnes en fin de vie. Elle peut accueillir jusqu'à 5 personnes en chambres individuelles. A ceci s'ajoutent des espaces communs pour la préparation des repas, pour la détente des résidents et des proches et leurs échanges avec le personnel de la Maison.

Les médecins traitants et les professionnels des organismes d'aide à domicile poursuivent à la Maison de Tara les soins qu'ils prodiguaient jusque-là à domicile. Dans ce moment de grande vulnérabilité, le fait d'être suivi par son médecin habituel est très rassurant pour le patient en fin de vie et pour ses proches.

Des praticiens en soins palliatifs sont à tour de rôle de garde 24h sur 24h pour venir en renfort, au cas où le médecin traitant ne serait pas en mesure de suivre son patient à la Maison de Tara ou pour soutenir un médecin confronté à une situation palliative complexe.

Encadrée par une directrice et du personnel professionnel, une équipe de bénévoles est spécialement formée pour répondre à l'ensemble des besoins des personnes en fin de vie et ceux de leurs proches. Elles assument les diverses tâches telles que l'écoute et le soutien des résidents et de leurs proches, une partie des tâches domestiques et administratives, ainsi que l'accompagnement des personnes endeuillées. Les bénévoles proviennent de cultures variées pour répondre aux besoins de la population très internationale de notre ville.

De 22h à 8h30, une veilleuse professionnelle est en charge des patients.

Grâce au soutien de quelques communes et de généreux donateurs, la Maison de Tara a ouvert ses portes au début d'octobre 2011. L'ensemble des coûts liés aux soins médicaux sont pris en charge par les assurances, comme ils le sont à domicile, et ne relèvent donc pas de l'administration de la Maison de Tara.

La Maison de Tara s'appuie en grande partie sur les contributions de nombreux bénévoles ce qui réduit considérablement ses dépenses.

Le prix de pension de CHF 150,00 par jour correspond au 50% des frais destinés au paiement des salaires du personnel professionnel d'encadrement, ainsi que des frais de fonctionnement de la maison. Le reste du budget est couvert par des dons.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site internet [www.lamaisondetara.ch](http://www.lamaisondetara.ch)

Maison de Tara  
79 chemin de la Montagne  
Chêne-Bougeries  
Genève  
022 348 86 66  
info@maisondetara.ch



## LIVRES RECUS

**L'OMS en péril** par Yves Beigbeder : Editions de Santé, Balises, 152 pp, uniquement en français, 18 €

Contrairement à ses précédents ouvrages, c'est à titre purement personnel qu'Yves Beigbeder vient tout récemment (septembre 2011) de publier ce petit livre au titre provocateur. Ni un pamphlet contre l'OMS, ni un éloge sans nuances de cette agence, il expose avec concision, précision et – je pense – impartialité les problèmes majeurs auxquels l'Organisation est confrontée.

L'OMS a vu le jour en 1948. Pourquoi cette création après la seconde Guerre mondiale ? Quels étaient ses prédécesseurs ? Quel est son mandat ? Quels sont ses alliés, ses rivaux, ses ennemis ? Le livre répond d'abord à ces questions et retrace les origines historiques de la coopération internationale dans le domaine de la santé publique, dévoilant *trois mythes* qui, selon l'auteur, ont présidé à la création et au mandat de l'OMS.

Soixante-trois ans après sa création, en 2011, l'OMS est en pleine crise financière. Son rôle d'autorité directrice et coordinatrice mondiale de la santé publique est remis en cause. Elle doit composer dans son domaine avec de puissants rivaux, tels que la Banque mondiale, la Fondation Bill Gates, l'industrie pharmaceutique et même l'Organisation mondiale du commerce pour la protection des brevets.

La suite du livre illustre les principaux problèmes auxquels l'OMS doit faire face par le biais d'une sélection de thèmes sensibles: les partenariats public-privé qui engendrent des conflits d'intérêt, la gestion de la pandémie de grippe H1N1 et l'indépendance des experts, la crise financière et les propositions de réforme, l'industrie pharmaceutique et les médicaments essentiels, la propriété intellectuelle et le droit à la santé et enfin les insuffisances de la réglementation internationale. Chacun de ces thèmes fait l'objet d'une revue claire et concise des prises de position des différents acteurs, tant publics que privés. Beigbeder apporte un éclairage très équilibré sur des sujets brûlants et d'actualité.

L'auteur reconnaît les grands atouts de l'OMS, seule institution de santé publique représentant l'ensemble de la communauté des nations, mais pour perdurer elle devra surmonter la crise qu'elle traverse, retrouver une vision et se renforcer avec le soutien de gouvernements et d'ONGs *amis*.

Pour le docteur German Velásquez, qui préface cet ouvrage, les analyses et les critiques de l'auteur sont dures, mais Yves Beigbeder fait partie de ceux qui veulent une OMS plus forte et plus indépendante. Le problème le plus grave est la perte de contrôle sur le budget, dans la mesure où plus de 80% des ressources disponibles proviennent de contributions volontaires privées ou publiques. Comment fixer des priorités quand on ne dispose pas du contrôle du budget ? Ne serions-nous pas en train de vivre un processus de privatisation de cette agence internationale ? Le chemin de la réforme sera long et difficile mais il sera moins douloureux si nous savons de quel type d'agence a besoin le monde d'aujourd'hui en matière de santé publique.

J'ai beaucoup aimé ce petit livre : agréable à lire, sans jargon ni langue de bois, concis tout en étant parfaitement documenté, il devrait passionner tous ceux qui restent attachés à la vie et au devenir de notre organisation. Il devrait aussi vivement intéresser nos collègues dans les autres institutions des Nations unies qui veulent comprendre les enjeux mondiaux de la santé.

**Jean-Paul MENU**







One way to spend your retirement



## EDITORIAL

*“Everybody talks about the weather, but nobody does anything about it.”*

Mark Twain (Samuel L Clemens) has often been quoted as saying: “Everybody talks about the weather, but nobody does anything about it.”

Recently, some doubt has been cast on the authorship of this phrase; there are those who say it should be attributed to Charles Dudley Warner who was the editor of the *Hartford Courant* in the 1800s and a neighbour and good friend of Mark Twain. The two collaborated on *The Gilded Age*.

No matter. My point is that today, somebody is doing something about it. And that somebody is the International Panel on Climate Change (IPCC)

I may take a little licence for equating weather and climate, but I think it is generally accepted that there is no clear difference except for the timescale. Weather describes how the atmosphere behaves over weeks or less. Climate reflects how the atmosphere behaves over time periods of a month or longer – even centuries and millennia.

The purpose of these perambulations is to provide the backdrop to two articles specially written for the AAFI-AFICS Bulletin by Dr Gilles Sommeria. The first of these: “Climate change: the scientific basis” appears in this edition of the Bulletin; the second – which will be post Durban – will appear in our April edition.

Dr Sommeria is a member of AAFI-AFICS and recently retired from WMO; he was a member of the Secretariat of the International Panel on Climate Change and describes passionately the role played by the IPCC in bringing the scientific message to the public and raising awareness of the importance of that message. Before joining WMO, Dr Sommeria was Director of Research at the French National Centre for Scientific Research (CNRS).

He refers to the award of the Nobel Peace Prize to the IPCC – jointly with Al Gore – in 2007. The citation from the Nobel Committee commended the IPCC and Al Gore “for their efforts to build up and disseminate greater knowledge about man-made climate change, and to lay the foundations for the measures that are needed to counteract such change.”

We are privileged to have Gilles writing for us on this subject.

And it is a vitally important subject upon which we, as UN ambassadors, can and should be adding our voice, especially in those quarters where there is still doubt and speculation.

The climate is changing. This means that we are likely to experience more flooding, faster coastal erosion, more heat-waves, droughts and extreme weather events.

In November 2011 the UN Secretary General, Ban Ki-moon, urged world leaders to establish a climate fund to help those countries worst affected by climate change. Referring to the UN climate talks that would take place in Durban later in November, Mr Ban said: "Governments meeting in Durban ... must make concerted efforts to help countries likely to bear the brunt of climate change." He also said that he expected the Durban meeting to find a compromise on the Kyoto Protocol, to reach a broader comprehensive climate agreement in the future.

We are especially fortunate that in Gilles Sommeria we have our own AAFI-AFICS expert who will be able to keep us informed of developments in Durban and the impact of those discussions on our world.

**Roger EGGLESTON**



## **CLIMATE CHANGE: (FIRST PART) CONCERNING THE SCIENTIFIC BASIS**

*(A two-part article by Gilles Sommeria, former Director of Research at the CNRS, France; WMO, retired; resident in Chambésy, Switzerland)*

With fresh negotiations under way in late November at Durban in South Africa and with commitments under the Kyoto Treaty, the first international treaty designed to tackle climate change, about to enter their final year, we shall endeavour here to summarize the main points established in this field, which while remaining controversial indirectly affects many of our habits and living conditions and those of our children and descendants. In addition, many of our colleagues from international organizations are involved in the whole process.

A 'state of the art' agreed on by the international community has been drafted by the IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change) in its very comprehensive 2007 report. It has been the subject of much debate and even fierce argument, but this has rather reinforced the weight of its principal conclusions. We shall concentrate in this first article on those conclusions and on the manner in which they have been received by public opinion. In a second article we plan to complement this approach with the most recent information and look further into the aspect of the negotiations, in the hope that they will have advanced significantly in Durban.

The IPCC is an original international body that brings together high-level scientists and representatives of the participant countries, under the auspices of the United Nations and at the initiative of the World Meteorological Organization (WMO) and the

United Nations Environment Programme (UNEP). It was founded in 1988 and produced its first report in 1990; but it can be said that it is its fourth report, endorsed like the previous ones by all the member countries, which has brought it to the forefront of the international scene. That report, based on the available scientific literature, has not only confirmed and reinforced the conclusions of the previous ones but has clearly confronted the developed countries with their responsibilities vis-à-vis future generations. It is worth recalling its main points:

- The earth's climate has become significantly warmer since the beginning of the industrial era (by 0.74 degrees on average, with figures that rise as one approaches the poles and in mountainous regions)
- This warming is accompanied by accelerated melting of glaciers and polar icecaps, in particular the Greenland one, a decrease in the winter snow cover and a rise in sea levels due to thermal expansion and melting ice, at present on the order of 3 mm/yr but with a tendency to accelerate
- Other important aspects concern the distribution of precipitation, with an enhancement of the contrast between humid and dry regions and an increased frequency of extreme climatic events: heat waves, prolonged droughts in certain regions and an accumulation of precipitation and flooding in others
- The chief cause of these changes is the exponential increase in the emission by human activity of greenhouse gases, in particular carbon from the burning of fossil fuels, methane and nitrogen oxides
- This evolution is only just beginning and the scenarios foreseen for its development during the 21<sup>st</sup> century point to a worsening by a factor of two to five of the changes already observed (mean global warming of 2.5 to 4.5 degrees since the start of the industrial era)
- The effects of these changes make themselves felt in a variety of ways, with consequences for the ecology, economies, health, food and water supply, security and even the survival of certain categories of population. The most serious threats concern the agriculture of regions already prone to drought, the habitability of deltas and islands subject to rising sea levels, health conditions and the swifter spread of certain diseases, and the biodiversity of lands and oceans. Often climatic factors compound the effects of population growth, under-development or uncontrolled development
- Such effects will inevitably worsen, with irreversible consequences on the various aspects of development and living conditions on Earth. In 2009, in Copenhagen, the international community concurred in the view that everything must be done to limit global warming to 2 degrees above the temperature prior to the industrial revolution, so as to have a reasonable chance of avoiding its most serious consequences
- Two types of reaction must be co-ordinated by the nations as a whole: the first is adapting to inevitable changes over several decades that are the result of past emissions. Within this category must be included a range of actions to

combat the adverse effects of today's climate, while at the same time taking account of the increased risks associated with climate change

- However, a second type of reaction is necessary to impact warming and to prevent probably catastrophic consequences over the period of a century: climate "mitigation" measures, aiming to change our lifestyles in order radically to lessen our consumption of fossil fuels. That consumption must first decline in the industrialized countries, but the transformations required are so considerable that they in fact concern the entire world.

It is easy to obtain further information by referring to the original documents, but what may be of interest in an article addressed to an international audience is to examine, albeit briefly, the evolution in public opinion regarding climate change. The IPCC report is the result of a purely scientific initiative and presents as fully and accurately as possible the state of knowledge at a given time, a particularly difficult task in a highly multi-disciplinary field. It was generally well received at publication, even though it called into question the ultimate validity of the prevailing economic model based on a growing consumption of fossil energy. The award of the 2007 Nobel Peace Prize to the IPCC, jointly with Al Gore, is a magnificent tribute to the quality of the work done by the whole of the community involved in it for 20 years. It also highlights the role that science can play in raising awareness among the public and how such an endeavour can serve the cause of peace. This is sufficiently rare in the history of science to be remarked on.

The main messages from the IPCC are, however, quite disturbing for certain economic players and, as in any scientific enterprise, one can spot weaknesses or inaccuracies in the formulation of some of the conclusions. Moreover, the fact that these conclusions serve as the basis for international negotiations and the drafting of agreements of considerable political and economic scope necessarily arouses sometimes heated debates. This explains the very intense media campaign carried on at the time of the Copenhagen Conference, in December 2009 and in the following months to discredit the IPCC. At first, personal e-mails involving some authors of the report were pirated, in an attempt to find fault with the professional ethics of certain scientists; then there was a systematic search for deficiencies in the 2007 report, accompanied by a defamation campaign orchestrated by certain newspapers, particularly in England and the United States. In response to this campaign, the Secretary General of the United Nations, with the concurrence of the President of the IPCC, ordered an expert evaluation of the operation and procedures of the Panel from the scientific institution judged the most competent and impartial, namely the Inter-Academy Council (IAC). The IAC was created in 2000 by the world's science academies to mobilize the best scientists and engineers worldwide to provide high-quality advice to international bodies. While it recommended a reform of the IPCC's management structure and a strengthening of certain of its procedures, the IAC review validated all the IPCC scientific conclusions.

That judgment, coming from the most eminent world scientific body, comprising specialists on climate but also on other sciences and so having as broad a view as possible of the problems raised, should logically put an end to the persistent controversy about the reality of climate change and its link to human activity. However, it can be seen that public opinion does not easily accept a fact that challenges our way of life and that in some countries scientific debate is affected or distorted by politics.

The judgment does moreover strengthen the scientific foundation of the international negotiations within the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) signed in 1992 to which 195 Member States are now parties. In a second article we shall take stock of those negotiations.

The accumulation of knowledge about climate change has progressed at an increased tempo since 2007 and a new comprehensive report by the IPCC is in preparation for 2013-2014. Some important developments may be mentioned by way of examples:

- Certain aspects of climate change are of greater and greater concern, in particular the melting of mountain glaciers essential for the water supply in certain regions and of the ice caps of Greenland and the west Antarctic which contributes to rising sea levels, the rapid disappearance of ice floes in summer which amplifies the accumulation of radiation energy in the climate system, and the acidification of the oceans which affects their biological equilibrium and the health of coral reefs
- Extreme events, such as prolonged droughts, floods and storms, have had dramatic consequences for certain populations and have done considerable damage in recent years, reaching a peak this year. Their attribution to climate change, the increase in their frequency and the challenges they present to society are the subject of a special IPCC report published on 18 November, just when the present article was being drafted.
- Advanced research has been carried out to improve the planning of measures for adapting to climate change, on the basis of more accurate regional models and multidisciplinary approaches combining economic and physical models
- Scenarios of the possible mitigation of climate change and the development of renewable energy are showing great progress in scope and precision and are presented in particular in another special IPCC report of May 2011

It is difficult in a few pages to sum up so complex a discipline and one so rich in developments, but we can bear witness to public opinion's growing awareness of climate-change issues, in view of all the articles devoted to it in the press and the action undertaken by several countries, by the specialized agencies of the United Nations and the NGOs. We shall go into more detail on this action in the second part, but it should be stressed that the United Nations, under the impetus of Secretary General Ban Ki-moon, is a driving force in creating international awareness. The

main specialized agencies in this field have for their part clearly set out their strategic priorities for the co-ordination of action to be undertaken on climate, especially the WMO through its Global Framework for Climate Services, adopted in May 2011, and the UNEP through several initiatives such as the transition to a 'green economy' and the PRO-VIA Programme (Programme of Research on Climate Vulnerability, Impacts and Adaptation).



## NEWS FROM THE AAFI-AFICS COMMITTEE

**The days of wine and ... (oops, not quite!)  
The days of coffee and vaccinations**



A little coffee here, another there, an orange juice or a glass of water to another table, this is what the volunteers of the Association of Former International Civil Servants were offering – with a smile – as they welcomed some 750 retired colleagues during the week of 17 to 22 October to the hall by doors XIII/XV of the Palais.

For several years now UNSMIS, the UN/UNHCR/WMO health insurance, has, as part of its prevention campaigns, been giving insured retirees living in the France/Geneva region the opportunity to be vaccinated for free, after registration with the Secretariat,

at the Palais des Nations. And in response to a suggestion from one of the nurses, AFICS decided, with the agreement of the Executive Committee of the Insurance, to make it a social occasion and to offer a warmer welcome to all those coming for their vaccination, whether members of AFICS or not.

You can imagine the excitement in the AFICS Committee over preparations for this event: the volunteers list to be drawn up, the logistics to be ironed out, a coffee machine to be tracked down and the shopping to be done ... Nespresso capsules were chosen for their taste and simplicity, even though some may have reservations about that choice. In vain did we hope that George Clooney would come by and sign a few capsules – “What else?” Orange juice, apple juice, mineral water, biscuits ... and the most gracious loan of a coffee machine.

About 150 people a day were vaccinated and nearly as many enjoyed a break, despite the heavy workload of all retirees worthy of the name. Some of the groups around the tables were very lively and talkative. Picture the animation in the XIII/XV hall, with friends meeting for a nice little chat and listening to one another's concerns or particular problems; chance encounters resulting from the order of appointments; news exchanged and questions raised about our pension funds or the insurance. And then there was the pleasure at finding oneself in familiar surroundings, one's old haunts for many years, and reliving the special atmosphere of the Palais, rediscovering one's past, with the renewed proof that one did once belong to a team, despite our administrations' bureaucratic neglect – all important things in the lives of us retirees –we're human beings, after all.

Many questions were asked about the wisdom for clients residing outside Switzerland and Liechtenstein of closing their account with UBS and opening a new one at the Swiss post office, which offers the same advantages and services for more than ten times less a month. Some representative publications about the activities and services of our association were displayed on a table for visitors to peruse. Among the complaints voiced were the abnormally long delays over reimbursements, the virtual impossibility of getting through to the insurance by telephone, the incomprehensible austerity of certain wording, the ceilings that are now never raised, the perception that we are the second-class insured, anxieties about the dollar holding up and whether the health and pension funds would stay the course ... but there was also surprise and delight at being able to spend a little time together.

No one criticized when one of us forgot to remove an overflowing coffee cup from under the machine or spilt a drink. None of the volunteers was an expert in this area, but any clumsiness was kindly overlooked and we have promised to improve the quality of our service in the future, even though we did get better each day. The success of these gatherings exceeded our expectations and most of the 'vaccinees' expressed the hope that the experiment could be repeated next year. Some have already registered as volunteers for the next vaccination campaign – so, why not



another retirees' get-together? Perhaps with George Clooney ... or with us? The answer next year. Meanwhile a big thank you to all the volunteers.

Just one regret: that this vaccination campaign is not conducted jointly by all the international agencies based in Geneva and that our colleagues who live far from Geneva cannot take part in this social occasion. And an even better idea: when shall we have an insurance that covers all international civil servants working and living in the Geneva area?

**Pierre VANGELEYN**

P.S. Rest assured: no one from AFICS performed any vaccinations; they were done by dedicated male and female nurses; and the, equally dedicated, insurance secretariat made the appointments.

### **AAFI-AFICS Social Welfare Officer**

We are pleased to inform you of the appointment, with effect from 1 November 2011, of Ms Nicole Yersin as our Social Welfare Officer.

Inter alia, Ms Yersin will provide counselling and support to retired staff and their partners in respect of family, health or other personal or psycho-social matters. She will also provide advice to the Chairman in the treatment of requests for support from the AAFI-AFICS Solidarity Fund.

She will be working one day a week (Fridays) and can be contacted at her Office, Room B-438 in the Palais des Nations, e-mail: [afics-social@unog.ch](mailto:afics-social@unog.ch), telephone +41 22 917 35 19

Ms Yersin's services are available to all former UN system staff members and their partners, irrespective of the organization to which they belonged, where they live, or whether or not they are members of AAFI-AFICS or any other association of former staff.

We are very pleased to have Ms Yersin joining us; she is currently also the Social Welfare Officer at WMO where she works on a part-time (80%) basis. In order to enable Nicole to devote all her time with AAFI-AFICS to the matters referred to above, the Committee has made alternative arrangements to deal with requests for support with administrative issues which were also in the portfolio of her predecessor, Nana Leigh.

## **MESSAGE TO OUR ANNUAL MEMBERS**

We should like to remind all annual members that the annual membership fee – CHF 40.00 as of 1 January 2012 – has to be paid in January each year.

Annual members may pay their contributions either by BV to the AAFI-AFICS postal account 12-7881-5 or to our UBS SA account, IBAN CH66 0024 0240 1285 94LUT; SWIFT/BIC UBSWCHZ80A.



## **COMMUNICATION FROM THE CEO OF THE UNJSPF ON THE FUNDED STATUS OF THE UNITED NATIONS JOINT STAFF PENSION FUND**

As a complement to my past articles regarding the impact of the financial crisis on the United Nations Joint Staff Pension Fund (the “Fund”), this article discusses how the Fund’s Management and the Pension Board actively monitor the funded situation of the Fund using three different measurements: an actuarial valuation; funded status; and asset liability management (ALM) study. The article also presents the current financial status of the Fund as seen through these three measures.

### **Actuarial valuation**

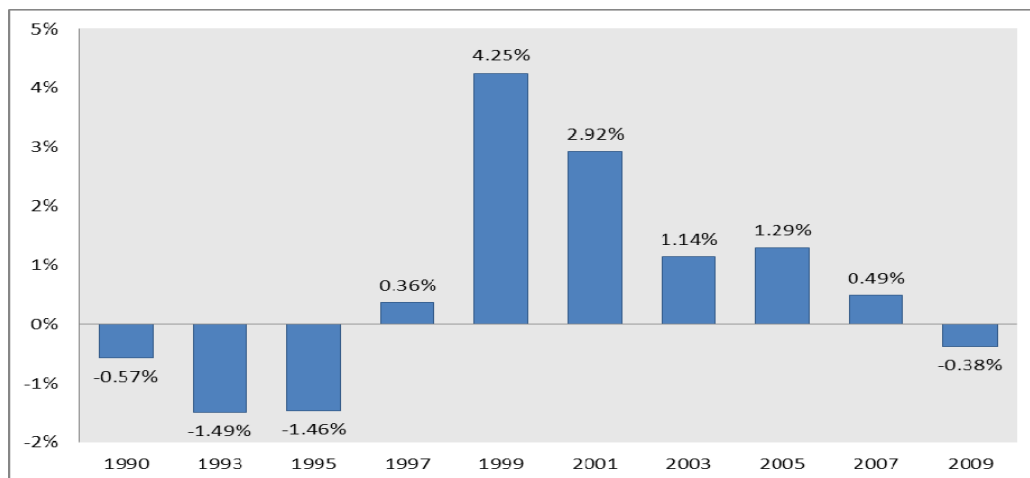
The Consulting Actuary for the Fund completes an actuarial valuation of the Fund every other year. In an actuarial valuation, the Fund’s benefit liabilities are calculated and compared to the current value of assets. In order to calculate the benefit liabilities, many assumptions are made with respect to the future, such as for investment return, cost of living, mortality, and turnover. Using these assumptions, the Consulting Actuary calculates the projected pension benefit for current active participants, future active participants, retirees and beneficiaries of the Fund and then determines the liability for these benefits, which is, basically, how much money does the Fund need to have now to pay for the benefits in the future, assuming all of the assumptions are met. The liabilities are then compared to the assets of the Fund and the future contribution rate required to maintain the current level of benefits is calculated.

The current contribution rate is 23.7% of pensionable remuneration, which is paid one third by employees (7.9%) and two thirds by the participating member organizations (15.8%). The results of the most recent actuarial valuation of the Fund completed as of 31 December 2009 indicated that the contribution rate

should be 24.08% of pensionable remuneration to cover expected benefit entitlements over the next 60 years or more.

It is not expected that the results of each actuarial valuation will result in a required contribution rate of exactly 23.7%, since real experience will never exactly match all the assumptions used in the calculations. Rather, it is expected that, over time, the valuation results will converge around 23.7%. For example, reviewing the historical results of the valuations completed since 1990, as shown in the graph below, it may be observed that in 1990 the required contribution rate was 0.57% higher than the actual rate being collected. However, by 1999 the required contribution rate was 4.25% lower than the 23.7% actually being collected. The trend in valuation results from 1993 through 1999 was that of a negative but improving future funded condition, while the trend since 1999 has been one of a positive but declining nature, with the most recent valuation reporting a deficit of -0.38% between the actual and required contribution rates.

Difference between the Fund's actual contribution rate of 23.7% of pensionable remuneration (employee and employer) and the future contribution rate determined in the actuarial valuation



The volatility in the financial markets certainly affects the Fund and this has been a significant factor in the increase in the required contribution rate in the latest actuarial valuation. A separate, though equally important, matter that affects the Fund is that of the long-term demographic characteristics of participants in the Fund. Changing demographics of the Fund's participants can significantly change the future expected liabilities of a pension fund. In some cases, changes in demographic assumptions can occur in a direction completely opposite to or in tandem with investment performance, potentially causing a "perfect storm" for an over or under-funded pension plan, despite solid investment policies. For example, the increasing longevity of UNJSPF participants was studied during 2006 and the Pension Board, on the

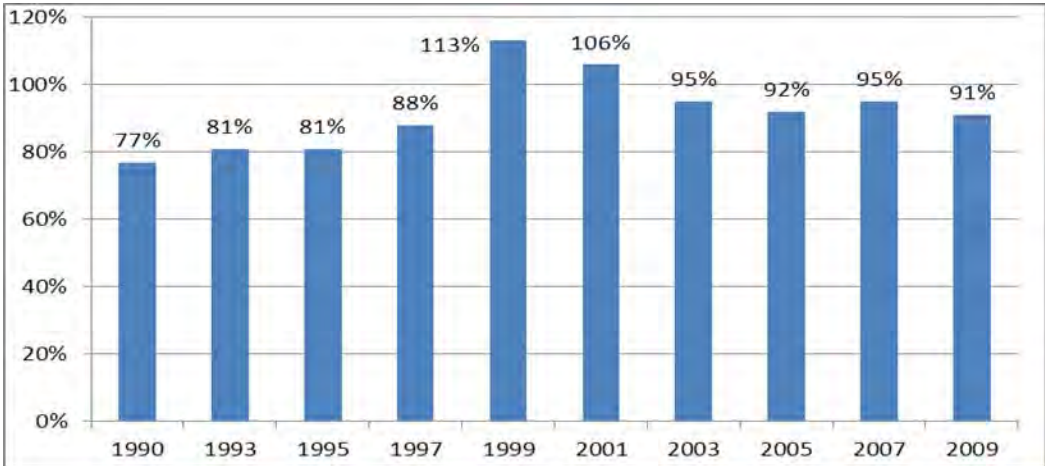
basis of advice from the Consulting Actuary and Committee of Actuaries, decided to reflect the increased longevity in the determination of Fund liabilities as of 31 December 2007. Longer lifespans mean that the Fund will pay pension benefits longer; thus the Fund’s liabilities increased with this change and reduced the surplus by almost 2 percentage points of pensionable remuneration. In 2008, the financial crisis caused a decrease in the market value of the Fund by about \$10 billion. So, within two valuation cycles, liabilities increased due to increasing lifespans and assets decreased due to market volatility. These two items impacted the 31 December 2009 actuarial valuation and created a contribution deficit for the first time in 14 years, as shown in the graph above.

The question that will be considered by the Pension Board at its next session in July 2012, when the results of the next actuarial valuation as of 31 December 2011 are presented, is whether the gap between the actual contribution rate and required contribution rate continued to widen or began to decrease. The Committee of Actuaries, which advises the Pension Board, has recommended that the Pension Board take no action when the required contribution rate is within 2 percentage points of the actual rate, that is, the required rate is between 21.7% and 25.7%. Hence, at this time, the actuarial deficit of 0.38% is well within this prudent funding corridor.

**Funded status**

Concurrently with the actuarial valuation of the Fund, the Consulting Actuary also calculates the liabilities for benefits accrued to date for current active participants, retirees and beneficiaries of the Fund. This liability represents how much money is needed should the Fund be terminated. This liability is then compared with assets to determine the funded status. A comparison of the funded status since 1990 is shown in the graph below.

Funded status of the UNJSPF, including the Pension Adjustment System



The above funded status uses the actuarial value of assets and not the market value of assets. The actuarial value of assets is a 5-year smoothed value, which helps to mitigate significant fluctuations in asset values when determining the required contribution rate and funded status of the Fund.

For purposes of reporting on the Fund's financial statements, the Board recently adopted International Accounting Standard (IAS) #26. This accounting standard requires, in part, that the Fund's actuarial present value of projected benefits (or liabilities) be disclosed and compared to the market value of assets. This particular accounting liability represents the amount of money needed if benefits were frozen. So the value of the liability is similar to that historically used in the table above. However, IAS #26 requires that the market value of assets be used in this funded status determination. Hence, in the future, using this financial accounting funded status, more volatility could be expected from year to year compared to the funded status presented in the graph above. For comparative purposes, as of 31 December 2009, the funded status of the UNJSPF under this IAS #26 methodology was 94.5% compared to 91% shown above. Both ratios (91% and 94.5%) indicate a well-funded plan.

### **Asset liability management study**

In order for the Pension Board to review the expected funding requirements of the UNJSPF on a more long-term future basis, it commissions an asset liability management (ALM) study every four years. An ALM study models and projects a pension plan's assets and liabilities under multiple economic scenarios (generally 1,000 to 10,000 simulations) with a horizon in the future of 30 or more years, to develop statistically based ranges of confidence of future actuarial valuation results. The ALM results guide the Secretary-General, in determining an appropriate investment policy to ensure a high probability of maintaining or improving the funded status under the current contribution rate. The ALM study also guides the Pension Board in understanding the risks associated with the Fund and the probability of specific risks occurring (such as the perfect storm noted above) and making the necessary observations to the Secretary-General on investment policy and/or proposing to the General Assembly changes to the plan design.

The Fund's second ALM study was recently completed and the results were presented to the Pension Board at its July 2011 session. The consulting firm that completed the study identified the main risk factors of the Fund as capital market risk, return shortfall risk, inflation risk, currency risk and demographic and other risks.

The results of the study indicated that the Fund could reach 100% funded status under the current investment policy. However, under a slightly modified policy, the Fund would reach 100% funded status sooner and with less investment risk. The recommended changes in the current strategic asset allocation included an over-all

reduction in the allocation to fixed income, an increased allocation to real estate, the addition of a new asset class (commodities), and elimination of cash (or short-term investments). Additionally, it was suggested that the global equity allocation (which is recommended to remain unchanged at 60%) include an increased allocation to emerging markets equity and private equity. These recommendations are expected to improve the diversification of the UNJSPF portfolio. As the Investment Management Division (IMD) already had been adding commodities and private equity investments to the investment mix, the recommended policy enhances the strategies already in place.

The study concluded that, under the current investment policy, the long-term annual investment return is expected to be 7.7%, while the expected return under the recommended strategy was 8.1% per year. This compares to the investment return assumption used in the actuarial valuation of 7.5% per year.

The ALM study also considered the multi-currency structure of UNJSPF benefits and liabilities and considered whether to include currency hedging strategies in the investment policy. The study concluded that currency hedging provided a limited financial advantage and could increase investment costs with limited risk reduction.

The Pension Board, Investment Committee and IMD have studied these results and, as noted above, some of the changes suggested by the study have already been implemented. Given the high probability that the funded status of the Fund will improve over the long term based on the ALM study results under the current and recommended investment policies, the Pension Board has been provided with a level of confidence that the 23.7% contribution rate is still appropriate for the Fund, at this time.

## **Conclusions**

The current financial status of the UNJSPF, under each of the three measurements discussed above, is healthy and benefits are secure. The volatility in the financial markets certainly affects the Fund. However, as demonstrated in the ALM study, long-term investment performance under the current and recommended investment policies is expected to be equal to or above the investment return assumption used to establish the current contribution rate. So, there is a high probability that the Fund can withstand the current financial market volatility. In addition, the Fund's Management and the Pension Board monitor the Fund closely, under the three different measures, so that any trends, whether positive or negative, can be dealt with in a timely manner.

## **CASE DIGEST OF THE UNITED NATIONS JOINT STAFF PENSION FUND (UNJSPF)**

The UNJSPF Case Digest is a database of judgments of the United Nations Administrative Tribunal and its successor the United Nations Appeals Tribunal in relation to cases brought against the United Nations Joint Staff Pension Board (UNJSPB), and decisions of the UNJSPB Standing Committee. In addition, the database contains a summary of each Tribunal judgment and of decisions of the Standing Committee that were not further appealed to either Tribunal, as well as other relevant documents pertaining to the cases.

The database can be searched by keyword/subject from a given list, or the search can be narrowed further by additional criteria provided.



### **EUROPE'S PROBLEMS SUMMED UP:**

Pythagoras' theorem	24 words
The Lord's Prayer	66 words
Archimedes' principle	67 words
The Ten Commandments	179 words
The Gettysburg Address	286 words
The US Declaration of Independence	1,300 words
The US Constitution with all 27 amendments	7,818 words
EU regulations on the sale of cabbage	26,911 words



## **ETHICS IN UNITED NATIONS SECRETARIATS**

In a 2010 report on “Ethics in the United Nations System”<sup>6</sup>, the Joint Inspection Unit (JIU) wrote that “Unethical behaviour and corrupt practices on the part of a few continue to mar the work and reputation of United Nations system organizations”. It added that, although these practices may never be fully eliminated, the establishment

---

<sup>6</sup> Report JIU/REP/2010/3 by M. Deborah Wynes and Mohamed Mounir Zahran.

of an ethics function can help to limit problems and foster a culture and an atmosphere of integrity and accountability.

In January 2006, the Secretary-General of the UN established the Ethics Office in the UN Secretariat, as a new Office reporting directly to him. The Office's annual reports are submitted to the Secretary-General and, through him, to the General Assembly. Its main responsibilities are:

- to administer the financial disclosure programme;
- to apply UN policy for the protection of staff against retaliation for reporting misconduct and for co-operating with authorized audits or investigations;
- to provide confidential advice and guidance to staff on ethical issues, such as conflict of interest, including an ethics helpline;
- to develop standards, training and education on ethics issues.

The Office does not replace existing mechanisms for reporting misconduct or resolving grievances. Rather, it encourages staff members and management to seek confidential advice on how to handle potential conflicts of interest or other ethical dilemmas related to work.

The current director of the Office is Joan Elise Dubinsky, a US national.

### **The Ethics Office's report for 2010-2011**

In its report to the General Assembly for the period 1 August 2010-31 July 2011<sup>7</sup>, the UN Secretary-General wrote that the Ethics Office handled 766 requests for ethics advice and guidance, a 78 per cent increase over the previous period. These concerned outside activities, allegations of misconduct, conflicts of interest, personal investments and assets, employment-related problems, gifts and hospitality and post-employment restrictions.

The Office carried out several briefing and information sessions, and a workshop entitled "Working Together: Professional Ethics and Integrity in our Daily Work": since 2006, over 14,000 staff members system-wide have participated in such workshops. Another workshop on "Ethics and Integrity in Procurement" is mandatory for staff of the Procurement Division, and recommended for others with related duties.

The Director of the Ethics Office conducted several field visits to the UN Office in Geneva, ESCWA, UNRWA, and peace-keeping missions, when face-to-face meetings were held with over 900 staff members.

In the same period, the Ethics Office, together with the Office of Human Resources Management and the Office of Legal Affairs participated in a review of the standards of conduct for the international civil services, and in a common guidance note on political activity to UN staff.

---

<sup>7</sup> « Activities of the Ethics Office, Report of the Secretary-General, Doc. A/66/319, 23 August 2011 September 2010.



## **The financial disclosure programme**

This programme is meant to enhance (or restore) public trust in the integrity of the UN and, more precisely, to identify potential or actual conflicts of interest. It is administered by the Office to staff in various parts of the UN family on a cost-sharing basis<sup>8</sup>.

For the 2010 cycle (relating to the calendar year 2009), 4,065 staff members were required to submit declarations, using the on-line financial disclosure filing system: at the end of 2009, 99.61 per cent of staff had complied with this requirement. In 2010, 111 senior UN officials participated in the voluntary disclosure programme. A verification process is conducted at random among participating staff of all grades and offices, to validate the information disclosed and to ensure its completeness. In 2010, 191 staff members were selected for this process. Verification is the process whereby the assets and outside interests of staff members are analysed by reference to their UN duties and responsibilities, in order to identify and manage any actual or apparent conflict of interest.

During the 2010 cycle, the external reviewers identified 102 participants (2.5 per cent of the filing population) as having a total of 150 potential conflicts of interest requiring resolution, relating to financial holdings, outside activities or family relationships. The reviewers made recommendations regarding action to be taken, in consultation with the Ethics Office.

By the close of the 2010 filing cycle, 34 participants had failed to comply with their obligations under the programme

The review and verification process and the administration of the financial disclosure system are currently outsourced to PriceWaterhouseCoopers, a private accounting firm. The UN Secretary-General has recommended that this external review and verification system be maintained.

## **Protection of whistle-blowers**

The protection against retaliation for reporting misconduct and for co-operating with audits or investigations was promulgated in a Secretary-General's Bulletin of December 2005. It sets out a complex process: a staff member complaining of retaliation has to submit a complaint to the Ethics Office. If the Office determines that there is a *prima facie* case of retaliation (an obvious case), it refers the case to OIOS (Office of Internal Oversight Services) for investigation and recommendation. The case is then returned to the Ethics Office, which, in turn, may recommend measures to the head of department, or make a recommendation to the Secretary-General. At the same time, the Ethics Office may, pending the completion of the investigation, recommend that the Secretary-General takes measures to safeguard the interests of the complainant. Retaliation against an individual because that person has reported misconduct itself constitutes misconduct which, if established, will lead to disciplinary

---

<sup>8</sup> Including UNOG, UNRWA, UNHCR, UNAIDS, UNITAR, OCHA, OHCHR and the Economic Commissions.

action or transfer to other functions. An individual who has suffered retaliation retains the right to seek redress through the internal recourse mechanisms.

There is however a lacuna in the process insofar as the OIOS has discretionary authority to decide whether or not to investigate a case. In the case of a former senior UN official, the Ethics Office had concluded in July 2007 that a *prima facie* case of retaliation against him had been made. The Ethics Office then referred the case to OIOS for investigation, which could not find a retaliation in the case. As OIOS has operational independence, it was not obliged to undertake the investigation, which aborted the case. When such cases occur, the Inspectors have recommended that they should be referred by either the executive head or the head of the Ethics Office to the JIU, which has the mandate to conduct investigations in its participating organizations. Another option would be to amend the mandate of OIOS to include a specific obligation to investigate all *prima facie* cases of alleged retaliation.

According to Ethics Office reports, from August 2007 to July 2010, a *prima facie* case of retaliation was found in only 1.5% of the requests for protection from retaliation received by the Office (2 of 134 cases). For the period August 2010 to July 2011, the Ethics Office received 55 requests for protection against retaliation, a 56 per cent increase over the previous period. Investigation reports were submitted concerning three *prima facie* retaliation determinations from the 2009-2010 and 2010-2011 cycles. In only one case, retaliation was found and the Office made recommendations for disciplinary actions and corrective measures. The Office had taken interim protection measures for two retaliation complainants, which involved a transfer to another UN office or a reassignment within the same location.

The few cases of *prima facie* findings appear unlikely to reflect the real situation, potentially leaving many whistle-blowers without protection, or inciting them not to report misconduct of senior and other officials.

The situation may improve in the future. In a recent case (2011)<sup>9</sup>, the UN Dispute Tribunal has ruled that Ethics Office decisions can be appealed: the Office's determination that there was no *prima facie* case of retaliation can be reviewed by the Tribunal, and potentially reversed. In a previous case (2009)<sup>10</sup>, the Tribunal affirmed that "retaliation against a staff member for the performance of his or her duty by another staff member is a violation of the retaliator's fundamental obligations towards the Organization and constitutes an abuse of power requiring a strong response if the integrity of the Organization is to be maintained". In this case, the Ethics Office had initially found that a *prima facie* case of retaliation against the staff member had been made. However, the OIOS disagreed following its investigation of the case and the Director of the Ethics Office adopted the OIOS conclusion. The staff member was only given a short summary of the OIOS' findings of its investigation. The Tribunal then ordered that a copy of the full report be given to the staff member

---

<sup>9</sup> Judgment No. UNDT/NY/2011/063 (*Hunt-Mathes v. Secretary-General of the United Nations*)

<sup>10</sup> Judgment No. UNDT/NY/2009/044/JAB2008/087.

and his legal adviser, following a confidentiality agreement. The Ethics Office raised “vigorous objections” to the Tribunal’s order, thus ignoring the very basic legal right of an individual to have full access to the written record on which an administrative decision which affects his/her status has been taken. This disclosure would enable him/her to assess and decide whether an appeal against the decision should or should not be initiated.

### **The Ethics Committee**

An Ethics Committee was established in 2007. Its mandate is to establish a unified set of ethical standards and policies and advise on complex issues raised by Ethics Offices or the Chairperson of the Ethics Committees which have UN system-wide implication. The UN Ethics Committee consists of the UN Ethics Office and the Ethics Offices of UN Funds and Programmes.

In 2009, the Ethics Committee gave support to the Secretary-General in relation to his submission to the General Assembly of a system-wide Code of Ethics for UN Personnel. The Code does not replace the Standards of Conduct, initially issued in 1975 and revised in 2001. It does emphasize the same principles of independence, loyalty to the Organization, impartiality and integrity, also parts of the UN Charter, UN agencies’ Constitutions, and Staff Regulations. The Code adds requirements of accountability and respect for human rights, and refers specifically to conflict of interest and abuse of authority.

### **Ethics in the UN System**

The JIU report of 2010 found that there had been progress in establishing the ethics function in the UN Funds and Programmes, but little had been achieved in many of the specialized agencies. Budget data show a low level of commitment to the ethics function: zero funding in 2010-2011 in ICAO, WMO, IMO, WIPO and UNWTO, minimal funding levels in ILO and IAEA. In some organizations, the Inspectors concluded that the ethics function amounted to no more than a paper exercise, which enabled the organization simply to ‘tick the box’.

The UN, its Funds and Programmes, FAO, ITU and UNESCO have met the JIU suggested standards by appointing heads of ethics offices at a senior level, but the report said that there was no dedicated post for the ethics function at any level in any of the other agencies.

In ILO, the ethics functions appear to be divided into several offices. A post of an independent Ethics Officer was created in June 2009 reporting directly to the Director-General. The Officer gives advice to the Human Resources Department (HRD) on ethical standards, counsels managers and staff on ethics, collaborates with HRD on information programmes on ethics, receives complaints of retaliation or threats of retaliation from officials who have reported misconduct or co-operated with an audit or investigation. However, cases involving financial fraud are to be reported to the Treasurer and the Chief Internal Auditor, not to the Ethics Officer. The Mediator

can receive confidential information concerning non-compliance with ILO internal rules and procedures, misconduct or concealment of such action.

In ILO as in other UN bodies, the question arises as to whether the ethics function overlaps with other internal bodies such as Human Resources, oversight and audit bodies, the mediator or ombudsperson.

In UNESCO, in its report for 2009-2010, the Ethics Office has found it increasingly evident that the Ethics Office and the Office of Mediators may have overlapping functions. The UNESCO Ethics Office received many requests from employees, mainly temporary employees, about abuse of authority or harassment by their supervisors. It also received many complaints about the non-respect of private legal and financial obligations by UNESCO employees, sometimes by the inappropriate use of their diplomatic immunity.

Interestingly, the FAO Ethics Committee includes “four reputable individuals external to the Organization”, besides three senior FAO officials, which should ensure its independence.

The Inspectors blamed WHO’s “failure to create any kind of ethics post at all, in spite of the considerable size of the organization” as of great concern.

#### **Staff involvement in the ethics function?**

The JIU inspectors considered that the ethics function cannot fully achieve its objectives without the support of staffs of the organizations. However, they found that “there was a strongly held perception throughout the UN system of a pervasive culture of secrecy in the decision-making processes of the organizations and little or no accountability. Against this background, there was little staff buy-in to the ethics function, which was viewed merely as a management device that did nothing to address the underlying problems”.

#### **Conclusion**

The UN creation of Ethics Offices in 2006 and Ethics Committees, and the approval of new Codes of Conduct were not an autonomous initiative on the part of the Secretariat: it was a direct response to insistent demands and pressures from big contributors (the United States and other Western Member States) to improve management, fight corruption and impunity. It followed the creation of the Office of Internal Oversight Services (OIOS) in 1994 and the establishment of a UN Ombudsperson in 2002 and preceded the reform of the administration of internal justice with the creation of two new independent tribunals in 2008.

The UN culture of internal management is often described as politicized and lacking in accountability. This may apply in different degrees in the UN proper in New York and other locations, to the Funds and Programmes and to the technical specialized agencies. More transparency is needed in all organizations.

As part of the UN system effort to reform its internal management, the establishment of an ethics function in the organizations may help in improving the organizations' image, their relationships with their staff, as well as staff morale and motivation.

However, the credibility of the ethics function requires that whistle-blowers are effectively protected, which does not seem to be the case at least in the UN. This, in turn will allow allegations of abuses or corruption to be submitted without fear of retaliation. The allegations should be thoroughly investigated and prompt action be taken against the wrong-doers at all levels of the hierarchy. Allegations against the executive head of an organization could be examined by a special independent body created by legislative bodies.

Financial disclosures are an essential tool for the control and prevention of conflicts of interest and financial abuse. Individual declarations need to be submitted periodically and examined in depth, particularly in sensitive departments (procurement, accounts, travel etc.) and at higher echelons. Incomplete declarations should be completed and any conflict of interest identified and eliminated.

More generally, the credibility of the Ethics Offices is dependent on their ability to show their independence from management and their own integrity.

**Yves BEIGBEDER**



“He has all the virtues I dislike and none of the vices I admire”, Winston Churchill



## **OF CABBAGES AND KINGS**

### **DIMANCHOPHOBIA**

Recently I was reading a newspaper when my eye fell on a curious headline. I should explain that when I say ‘reading’ I don’t really mean reading. When I was young, I used to read a newspaper in quite a different way. I would pick out the article or item I was interested in and then read it from A to Z. That is not how I do it now.

What I do now is to turn the pages somewhat slowly, striving not to get the large pages muddled and crumpled and let my eye alight on a headline or two. Sometimes two or three pages get turned in one go but this a good thing because it speeds up the process of getting to the end of this exercise – and isn’t speed the essence of our modern lives? In any case, when my exercise does end, I know that there have been floods and droughts, earthquakes and landslides, fighting and shooting, suicide bombers, dead and wounded, rebels and loyalists, and of course terrorists and extremists. Questions such as where and why, who’s up who’s down, usually escape me

And if they didn't, I would soon forget them anyway.

Where was I?

Ah yes, a curious headline. It was: "Dictionary of the New Future". As you all know, I am a devotee of the modern, the future, though I sometimes prefer the old future.. So this was something I had to read thoroughly, not just glance at. And thus it was that I came to the curious word *dimanchophobia*. Avid for knowledge of the future, new or old, I read on, in the manner of my youth, and learnt that this mysterious new word was defined as follows:

Fear of Sundays, a condition that reflects fear of unstructured time. Not to be confused with *dominicaphobia*, fear of the Lord's Day.

So, fear of Sundays. How very odd. When I was young, not only did I read newspapers but I used to love Sundays because that was the day for the mountains. It was a day on which you did not go to school, or college or the office. You loved unstructured time, although you didn't know the term. When I first arrived in the Western world (in my case, Montreal), my Chief Maurice Stack introduced me to the weekend. On Saturdays, he said, all the Jews go to the Synagogue. On Sundays, all the Christians go to Church. So you have the weekend when the mountains are entirely yours. (The Muslims, of course, go to the Mosque on Fridays and don't interfere with anybody's weekends.) Stack's views seemed to give religious sanction to my view that weekends were for outings; indeed, for unstructured time. In parenthesis, I should add that Stack's views on the strength of the Synagogue and the Church were a little exaggerated. However, he had just written *Approaches to Social Security*, an ILO best seller and was a wonderful Chief, so what's a little exaggeration here or there?

You can judge what a fine Chief he was by this little anecdote. I took a short vacation once but wanted to stay on a bit longer so I sent him a telegram: Avoidably delayed. All my colleagues thought it was a misprint for 'Unavoidably'. Except Stack who took it for what it was. Could one ask for a more understanding Chief? All of which reminds me of another weekend. It was a climbing weekend and we did the Dent du Géant but missed the last *téléphérique* from the Aiguille du Midi and so got to Geneva only on Monday morning. I went in to the Office after lunch ready with my excuses. Quite unnecessary. No one had even noticed that I hadn't been there.

Now, where was I?

When I finally got to Geneva, I discovered that the weekend was the source of a deep divide, cultural, political and social; in fact a split in the fundamental pattern of civilization.

In Geneva, the weekend began only at lunchtime on Saturday; this in order to compensate for a lunch break of two hours during the week.

Now those who had been groomed to a lunch break of an hour (for instance in Montreal) – plenty of time for a sandwich or similar quickie – and a weekend of two full days were astounded and unhappy at this manifestation of European civilization.

But the transatlantic civilization was all-powerful and the two-hour lunch plus half day on Saturday was doomed. Incidentally, when the first American-style lunch counter was installed by Mövenpick, everyone said: Geneva will never accept this cultural travesty. Lo and behold, it did.

And so, sure enough, Geneva – banks, offices, shops, organizations – all accepted the two-day weekend. And once installed, there can be no turning back; it has become a basic human right.

Now that I am old and retired, I love *les dimanches* for other reasons. The main one is that there is no mail. During the week, masses of mail arrives. It can be classified in three lots: bills, publicity and solicitations for contributions. Some of these solicitations are designed to make you feel guilty by enclosing a batch of greeting cards, or a biro pen, or a packet of Post-its.

When I first retired, I said smugly to myself: Now I am not dependent on weekends; I'll go to the mountains on weekdays when all others are busy at their jobs. I shall go on Tuesdays. Did I? Yes I did for about two weeks, but I found myself forced back to the regular weekends. Why, Oh why? Well, I met an irresistible force consisting of colleagues who were still dependent on the w/e; the clubs who organized climbs and excursions; oh well, just everything made Tuesdays faze into w/e's.

But let me go back to the New Future. First, *dominicaphobia*. O Lordy Lord, what Lord should I fear? I guess I should fear them all. Let me leave it at that. Then there was another word - or striking phrase: Instant Reincarnation: The fact that most adults, no matter how great their life is, wish for a radical change in their existence. The urge to reincarnate while still alive is near universal. Or so we were told. Did I really feel this desire? I'm waiting; it might still come.

**Aamir ALI**



## **CONGRATULATIONS ON BEING OLD!**

Those who have no computer, or who issue dire warnings about paying online, will enjoy this story. There are times when being old, yet computer-literate, can cause a lot of laughter, so I would like to share this with them both.

I thought I was doing well, placing an order for Vitamin D3, online, until I got to the expiry date of my credit card! The 11–12, I took as the eleventh DAY of December, so I typed this several times. Suddenly my screen yelled: ERROR! ONE MORE TRY

LEFT! I stared in horror. I knew my card was valid. All of a sudden it dawned on me that the date was the eleventh MONTH of 2012! The order finally went through.

Three days passed and I had forgotten all about it. Until I received a letter from the Bank's Defraud Prevention Dept, to call them urgently! As an excuse, I said: "I am 76". Silence. Then: "You are actually using a computer at your age and ordering online? Congratulations!"

I've used my card umpteen times, so I worried why I had got it wrong. Then the reason came to me. All this talk about 9/11 had got me wondering why we adopted the American way on dates. To me, 9/11 was the 9<sup>th</sup> of November. So 11-12 was 11<sup>th</sup> December! Just a slip of the mind...

It feels good to speak of old age. Think of the alternative! Instead of being chided, you get congratulated! Try it!

First, get yourself a computer... you can't go wrong....

**Joy PATTINSON**



« I was always taught to respect my elders, but it keeps getting harder to find one »



## **ANYONE FOR SHAKESPEARE?**

### **Shakespeare and supernatural phenomena**

GLENDOWER: I can call spirits from the vasty deep.

HOTSPUR: Why, so can I, or so can any man;  
But will they come when you do call for them?

*Henry IV, Part 1*

Amusing as is this confrontation between two stereotypes – the over-imaginative Celt and the down-to-earth Englishman – it is somewhat misleading: in Shakespeare's day belief in supernatural phenomena or the hidden meaning of natural – or even unnatural – phenomena was universal throughout Great Britain. Moreover, many phenomena that may be rationally explained today, such as the solar and lunar eclipses that struck fear into the heart of Gloucester in *King Lear* or the swallows' nests in the sails of the ships in *Antony and Cleopatra*, were regarded as supernatural. Among believers in such things the general opinion was that they were evil in themselves or portended no good. "The raven himself is hoarse", says Lady Macbeth on the night of King Duncan's murder, "that croaks the fatal entrance of



Duncan /Under my battlements". And, horror of horrors, Duncan's magnificent, highly trained horses run wild and eat each other.

Portents and visions seen in dreams are almost invariably evil too. Even though dreams may sometimes be construed in a favourable sense, as when Calpurnia's dream foretelling the death of Julius Cæsar is reinterpreted by one of his assassins-to-be, we know that his reading of it is deliberately falsified. We do not know the content of Romeo's dream in *Romeo and Juliet*, but despite his friend Mercutio's attempt to cheer him up with his "Queen Mab" speech detailing the mad dreams provoked by a mischievous fairy, he has premonitions of an early death.

Ghosts are another category of supernatural phenomena that generated deep distrust among both Shakespeare's contemporaries and the characters in his plays. They were viewed more as demons and evil spirits, hallucinations of the mad or, at best, the wandering spirits of those who had met violent ends. The ghost of the murdered Julius Cæsar, who announces himself to Brutus as "Thy evil spirit", tells him that he will see him again at Philippi – the site of his defeat and death. The honourable Banquo, once dead, appears as a malignant ghost who prevents Macbeth from taking his place at the royal banquet – a place that he has usurped from the murdered Duncan – and who silently taunts Macbeth for his lack of offspring to succeed him. The ghosts of those Richard III has killed in his ascent to the throne of England torment him in a dream and drive him to guilty despair and death.

Hamlet's father's ghost is a terrifying apparition not only in itself but also because no one knows what to make of it. Such spirits, says Hamlet's friend the scholar Horatio, are apt to drive men mad. Hamlet's feelings at first sight of the Ghost are more complex, ranging from terror through uncertainty to anguish to curiosity. Is the Ghost really his father? Is it an evil spirit? Such spirits are said to visit those suffering from melancholia, and Hamlet fears that it is the Devil in disguise, who "out of my weakness and my melancholy ... / Abuses me to damn me".

Witches and soothsayers, with their power to foretell the future, are enigmatic beings – witches nearly always being seen as malevolent and soothsayers as ambivalent – in that no one knows whether to believe what they say, or indeed what they *appear* to be saying. "Lesser than Macbeth, and greater!" cry the Weird Sisters to Banquo. "Not so happy, yet much happier!" Sometimes they lie when they seem to be telling the truth: "laugh to scorn / The power of man, for none of woman born / Shall harm Macbeth.... Macbeth shall never vanquished be, until / Great Birnam wood to high Dunsinane hill / Shall come against him". Sometimes again, their messages bring bad news to one person and good to another, as when Macbeth sees a procession of Banquo's issue stretching out "to the crack of doom", while the malevolent ghost of "the blood-boltered Banquo" sneers at his anguish. In all cases, however, the persons concerned ignore the warnings at their peril, as does Julius Cæsar when urged to "beware the Ides of March".

Belief in witches was prevalent throughout Europe in Shakespeare's day, as it had been for some centuries before, particularly since the publication in 1486 of the highly influential work *Malleus maleficarum* ("hammer of witches"). James I himself was a firm believer and wrote a lengthy treatise on the subject entitled *Dæmonologie*; he hanged more witches than any other English monarch. In *Macbeth*, a play first performed in 1606 early in James's reign, Shakespeare has the guilty Macbeth consulting the Weird Sisters with regard to the future as the guilty Saul consults the Witch of Endor, a biblical reference mentioned in *Dæmonologie*. Only one person besides Macbeth, namely Banquo, actually sees the Weird Sisters. Banquo correctly interprets the apparitions as evil, but Macbeth's reactions are more nuanced: at first he cannot determine whether their "supernatural soliciting" is good or evil, but upon weighing up the possibilities he realizes with horror that he has awakened the latent evil in his soul. Why else does he speak of "horrible imaginings" and "murder"? For all he knows, Duncan might die a natural death and Macbeth be proclaimed his successor. His mind, however, springs straight to the possibility of murder, which has not only been in his thoughts but which he has also, as we learn later, already broached to Lady Macbeth. All this makes us wonder whether the Weird Sisters may not be some emanation of the evil that is inside Macbeth, an evil that may be in Banquo, who also saw them, but which, given his essentially noble nature, he resolutely thrusts aside. As for Lady Macbeth, she too is possessed by evil to the point of becoming a fourth Weird Sister, invoking the powers of darkness in terms as terrifying as theirs. It is as if Banquo, Lady Macbeth and even Duncan are connected to Macbeth by sinister telepathic links passing through the Weird Sisters.

Whatever the nature of the Sisters – witches, figments of an evil imagination, or, as some contend, akin to the Nordic Norns or the Roman Parcae who determine the fates of gods and men – Shakespeare's plays do contain some witches, mostly women. Between 75% and 80% of persons executed as witches during the terrible witch-hunts of the fifteenth to the seventeenth centuries in Europe were women, and *Malleus maleficarum* was explicitly directed at women, the sinful daughters of Eve. "All wickedness", it thunders, "is but little to the wickedness of a woman.... [She is] ... an evil nature, painted with fair colours. Women are by nature instruments of Satan". This hostility to women, often grounded in fear of subjugation to their sexual power, is sometimes to be found in Shakespeare's male characters (Hamlet, Iago, Othello, Lear) even when the women concerned are not witches. Antony and others actually believe Cleopatra to be a witch under whose power he is helpless.

But, to come back to the "genuine" witches, these are to be found above all in the first and second parts of *Henry VI*. Margery Jourdain and her confederate Roger Bolingbroke in the second part of *Henry VI* are rather conventional sorcerers, raising a spirit and asking it questions; they are caught and Margery is burned and Roger hanged. The interest lies largely in the prophecies made by the spirit, which, as good prophecies should, all come true. The arch-witch is Joan of Arc, or La Pucelle as she is known in the first part of *Henry VI*, who was delivered to the English by John of

Luxemburg during the Hundred Years' War, tried and convicted of heresy and witchcraft among other things, and burnt at the stake in 1431. Although she was later rehabilitated, she remained a witch in the English imagination, and as such she appears in the play, where she has a prominent role, raising the morale of the French, advising the Dauphin Charles and defying the English. Secretly aided by a cohort of demons, she claims that the Virgin Mary herself has willed her to free France from calamity and endowed her with beauty, second sight and superhuman strength. She seduces Charles and becomes his mistress. She is later abandoned by her demons, losing both beauty and strength, and is captured by the English.

There is one practitioner of "white" magic in Shakespeare, namely Prospero in *The Tempest*. Cast adrift in a leaky boat by his brother Antonio, who has usurped his dukedom, and equipped with a modicum of food, drink and clothing and some books on magic, he lands on a remote island with his daughter Miranda, where he bides his time until, aided by his magic powers, he can complete his self-imposed mission of reconciliation with his brother and others who have wronged him.

Supernatural beings are sometimes used for flights of fancy and sheer entertainment, as in *A Midsummer Night's Dream*, where we are amused by the antics of the sprite Puck and the quarrel between the Fairy King and Queen; or in *Romeo and Juliet*, where Mercutio describes the wild ride of Queen Mab through the brains of dreamers as he mocks at their foibles.

As we have seen, Shakespeare resorts to a whole gamut of supernatural or pseudo-supernatural manifestations; but what use does he make of them?

Firstly, he plays upon the beliefs of his contemporaries, for whom the phenomena presented were far more real than they are for us today: modern audiences must often be able to travel back in time and view them through sixteenth- and seventeenth-century eyes. In appealing to contemporary beliefs Shakespeare achieves powerful dramatic effects: even today, in a good production, the sudden appearance of the Weird Sisters out of nowhere on the blasted heath, or the silent march of the armoured figure on the windswept battlements of Elsinore, can be terrifying experiences.

Secondly, the supernatural can be a powerful instrument of irony, as witness the appearance of Banquo's ghost at Macbeth's feast. Before having Banquo killed Macbeth has told him to "fail not our feast", knowing full well (or so he thinks) that Banquo will not be there. In a double irony, Banquo, not knowing that he is to be murdered, replies that he will attend, and nevertheless unexpectedly turns up – as a ghost. Similarly, Macbeth treats the Weird Sisters' prophecies of his death as nonsense, but finds out to his cost that they are true.

Thirdly, the antics of supernatural beings such as fairies are an unfailing source of entertainment, as are the pranks of Cleopatra, who is claimed by others to have

supernatural powers. Her jealous scenes and the knockabout farce of her attack on the messenger who tells her of Antony's marriage amuse us because they show her to be all too human and by no means a sorceress.

Fourthly, Shakespeare gives us in *Prospero* a man who uses his powers in the service of love, truth and harmony where formerly hatred, deceit and discord prevailed.

Last but not least, in two of his greatest plays Shakespeare goes farther than this. In *Hamlet* a supernatural apparition triggers off the hero's journey towards self-knowledge and heightens his tendency to introspection. Without the Ghost there would be no "To be or not to be" and none of Hamlet's tragic sense of defilement. In *Macbeth* supernatural phenomena are the outward manifestation of the hero's inner state of being and bind him to the other characters with iron fetters of evil. In both plays they are the starting-point for a profound exploration of the nature of good and evil and their consequences for the human soul.

Inez HOLMES



## NEW STYLE HOSPICE IN GENEVA PROVIDES 'HOME FROM HOME' PALLIATIVE CARE



A new hospice opened its doors in Geneva on 1 October 2011, to provide palliative care at the end of life for people who can no longer be cared for at home but who do not wish to spend their final days in a hospital.

Situated in Chêne-Bougeries, La Maison de Tara provides a warm, caring and friendly environment for residents - a real home from home - as well as much-needed support for families and friends. As a non-profit, secular foundation, the hospice is able to operate through the generous support of several communes in the region, and through the help of compassionate donors and volunteers.

The hospice has been set up along similar lines to the Dutch hospice movement, where most care homes are small to conserve a family-like atmosphere. Patients staying at La Maison de Tara have access to the same medical care as they would have received at home and are able to retain the same medical and social networks that existed before admission, including doctors, home help nurses, physiotherapists and others. Skilled carers are on hand, day and night, to provide reassurance, respond to needs and offer a friendly ear and companionship. Families can have the same level of involvement as they would at home, but are able to take advantage of the additional support provided by hospice staff and volunteers for relatives and friends.

Commenting on the hospice's values and goals, Foundation Board member Daphne Fresle says "Increasingly many people enter hospital at the end of life not for medical reasons but because their support structure at home is no longer adequate. La Maison de Tara has been set up, through the support of generous donations and volunteers, to provide a welcome alternative to hospitalization in the Geneva area - a place to live that has a family atmosphere and a 'just like home' quality of care."

She adds, "The vision of La Maison de Tara rests on the understanding that, far from being a moment to give up, proximity to death can make life even more vivid. It is a special time for both the dying person and their loved ones, when issues can be resolved, love and affection expressed and happy memories reviewed. Anyone who accompanies someone through the dying process grows and learns from the experience. This also helps to start the process of grieving."

It is anticipated that La Maison de Tara will accommodate annually between 60 and 70 patients for an average stay of three weeks. Family members and close friends (estimated at some 300 people) will also require support during this period, and possibly beyond the moment of the patient's death, during the period of mourning.

All costs related to the medical care of the residents are covered by their medical insurance, as would be the case if they were at home. However, the daily rate charged for each resident's stay is not covered by insurance. This charge is kept to a minimum – 50% of the real cost - through the contributions of skilled volunteers and external donations. Anyone wishing to support the foundation and enable it to continue subsidizing patient expenses can make a donation via the website (see address below).

Before the hospice officially opened on 1 October 2011, an opportunity was provided for potential patients, family members, doctors, nurses, home care services,

neighbours and the general public to visit the house on 23 and 24 September. These two Open Days gave visitors a chance to see the house and its installations, meet the hospice's friendly, multilingual staff and volunteers, and ask questions, whilst relaxing with a drink in the hospice's magnificent tree-filled garden.

La Maison de Tara

79, chemin de la Montagne,

Chêne-Bougeries

Geneva

022 348 86 66

[www.lamaisondetara.ch](http://www.lamaisondetara.ch) (Click on "Do you prefer English?" to view site in English)

[info@maisondetara.ch](mailto:info@maisondetara.ch)

*If you would like to hear an interesting interview in English about the Maison de Tara, you can find this on the World Radio Switzerland website. Click on 'Programmes', then on 'Health matters', then 'Health matters podcast feed', then 'Geneva hospice offers home away from home' and then finally on the blue lozenge with the number 20110906-health matters mp3.*



A typical room. The patient's bed is out of the picture, the couch being for family and friends



## LETTERS FROM OUR MEMBERS

Dear Sir,

I am perplexed at problems obviously happening in the Pension Fund Office in New York. During the last week of September 2011 I received my Pension Notification. To my amazement, it was dated 24 April 2011! I should like to know where it was during those five months, who had it, and why that person was not me.

I should be much obliged if you could ascertain where it was and why it now takes the Pension Fund all of five months to get this important paper to me. I am certain I was not the only one dumbfounded at its date. Are Wells Fargo stagecoaches back in business? They used to be the cause of many holdups.

You may remember I brought this matter up at the Seminar on Wills and Successions (AFICS/AMFIE) on 28 September 2010. It raised more than a twitter around the house. However, this really is not a laughing matter. Furthermore it is unacceptable for New York to say pensioners can go online to get the information they want. Many are not computer-literate, neither do they wish to become so. And it is discriminatory to treat some differently from others. We are all in the same boat and need the same rescue tackle.

I wonder if you would be so kind as to take this up with the Pension Fund? One suggestion that makes sound sense is that all these heartbreaking notifications could easily be pouched, en masse, to the Pension Fund in Geneva who, I am certain, would be only too willing to forward them to those concerned. New York would need to be informed of the countries concerned, of course.

As a courtesy, I am copying this to the Pension Office, Geneva, along with my assurance that I have every confidence in them.

I should like to thank you, in advance, for your kind intervention with the Fund.

**Joy PATTINSON**



## SOME USEFUL ADDRESSES

## DES ADRESSES UTILES

### I. Contacting the United Nations Joint Staff Pension Fund (UNJSPF)

	In New York	In Geneva
<b>By telephone</b>	<b>+1 212 963 69 31</b>	<b>+41 22 928 88 00</b>
<b>By fax</b>	<b>+1 212 963 31 46</b>	<b>+41 22 928 90 99</b>
<b>By e-mail</b>	unjspf@un.org	unjspf.gva@unjspf.org
<b>In person</b>		<b>Immeuble Du Pont de Nemours Chemin du Pavillon 2 CH-1218 Grand-Saconnex Switzerland (make an appointment)</b>
<b>By mail</b>	<b>UNJSPF United Nations P.O. Box 5036 New York, NY 10017 USA</b>	<b>UNJSPF c/o Palais des Nations CH-1211 Geneva 10 Switzerland</b>
<b>Web Site</b>	<a href="http://www.unjspf.org/">http://www.unjspf.org/</a>	

### II. Contacting Health Insurance Associations / Societies

Insurance	Participating Organizations	Address	Telephone Fax/e-mail/website
<b>United Nations Staff Mutual Insurance Society Against Sickness and Accident</b>	<b>UNOG, WMO, HCR, UNV, UNFCC, UNSCC, UNCCD</b>	<b>Palais des Nations, CH-1211 Genève 10 Switzerland</b>	<b><u>Secretariat</u> :</b> <b>+41 22 917 31 39</b> <b>Fax: +41 22 917 02 93</b> unsmis@unog.ch <b><u>Reimbursements</u> :</b> <b>+41 22 917 31 35</b>
<b>ILO Staff Health Insurance Fund (SHIF)</b>	<b>ILO, ITU</b>	<b>ILO C.P. 500 4, route des Morillons CH-1211 Genève 22 Switzerland</b>	<b>+41 22 799 85 07</b> <b>Fax : +41 22 799 61 02</b> shif@ilo.org
<b>WHO Staff Health Insurance</b>	<b>WHO</b>	<b>20, Avenue Appia CH-1211 Genève 27 Switzerland</b>	<b>+41 22 791 41 18</b> <b>Fax : +41 22 791 41 85</b> insurance@who.int
<b>WIPO Staff Health Insurance</b>	<b>WIPO</b>	<b>34, chemin des Colombettes CH-1211 Genève 10 Switzerland</b>	<b>+41 22 338 97 33</b> <b>Fax : +41 22 338 88 50</b> ingrid.launay@wipo.int
<b>WTO/GATT Staff Health Insurance</b>	<b>WTO/GATT</b>	<b>154, rue de Lausanne CH-1211 Genève 21</b>	<b>+41 22 739 58 15</b> <b>Fax : +41 22 739 57 72</b> cristina.anchique@wto.org



### III. Other contacts in Geneva

Body / Organism	Coordinates	Comments
<b>AVS</b>	<b>Site internet :</b> <a href="http://www.caisseavsge.ch/">http://www.caisseavsge.ch/</a>	
<b>Chambre des notaires</b>	<b><u>Secretariat:</u></b> 10 rue Farel CH-1204 Genève Tel. +41 22 310 7270 <a href="http://www.notaires-geneve.ch/">http://www.notaires-geneve.ch/</a>  <b><u>Permanence :</u></b> 13 rue Verdaine CH-1204 Genève Tel. +41 22 781 0828	<b>Permanence is open every Thursday without appointment, 10 a.m. to 7 p.m</b>
<b>Justice de Paix</b>	<b>5 place des Chaudronniers</b> Case postale 3950 CH-1211 Genève Tel. +41 22 327 2676	
<b>Tribunal de Première Instance – Greffe</b>	<b>1 place du Bourg-de-Four</b> CH-1204 Genève Tel. +41 22 327 2642	
<b>Assistance juridique (Legal aid)</b>	<b>3 place du Bourg-de-Four</b> CH-1204 Genève Tel. +41 22 327 2105	
<b>Information juridique (Legal information)</b>	<b>Centre F-Information</b> 19 rue de la Servette Case postale 125 CH-1211 Genève 7 Tel. +41 22 740 3100	
<b>Fondation du Service social international</b>	<b>10 rue Alfred-Vincent</b> CH-1201 Genève Tel +41 22 731 6700	<b>Assists those in difficulty requiring intervention in several countries</b>

### IV. Contacts in France

Social security **offices throughout France hold information on assistance available.**

**See the following website:** <http://www.securite-sociale.fr/>

### Contacts in the immediate vicinity of Geneva:

City	Coordinates
<b>Ferney-Voltaire</b>	<b>11, rue de Genève. F-01210 Ferney-Voltaire Tel. : +33 450 40 73 41</b>
<b>Gex</b>	<b>57, rue de Genève F-01170 Gex Tel. : +33 450 41 54 62</b>
<b>Annecy</b>	<b>2, rue Robert Schuman F-74984 Annecy Tel.: 36 46</b>
<b>Annemasse</b>	<b>27, rue du Parc F-74100 Annemasse Tel.: +33 450 38 08 17</b>
<b>Thonon-les-Bains</b>	<b>12, av. du Général de Gaulle F-74200 Thonon-les-Bains Tel. : +33 450 71 46 41</b>
<b>Bourg-en-Bresse</b>	<b>Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) Place de la Grenouillère F-01015 Bourg-en-Bresse Tel. : +33 450 74 45 84 84</b>
<b>Website for all French 'Départements'</b>	<a href="http://www.nos-services.com/sante">http://www.nos-services.com/sante</a>

#### V. Other contacts

**Union Internationale du Notariat :** <http://www.uinl-international.com/>



## NOUVEAUX MEMBRES

## NEW MEMBERS

<b>ALFORD Michael (UNHCR)</b>	180C chemin des Aranyes FR-01220 Divonne-les-Bains	michael.d.alford@gamil.com
<b>AMMAN Pascal (IAEA)</b>	IAEA, P.O. Box 200 AT-1100 Vienna	
<b>BENABBES TAARJI-ASCHENBRENNER Nazha (UNCTAD)</b>	Chemin des Baules 34 1268 Begnins	0041 79 679 4581 Aschenbrenner.nazha@gmail.com
<b>BREDY CURTI Angela #</b>	Avenue Sainte Cécile 27 CH-1217 Meyrin	
<b>DJELLOUL Farida</b>	Route de Sauverny 27 CH-1290 Versoix	0041 22 755 0806 fbelakhder@gmail.com
<b>ELEBE Uta # (UNOG)</b>	Avenue du Lignon 37 CH-1219 Le Lignon	0041 22 797 1467 utaelebe@yahoo.com
<b>FORGET Jean-Claude # (UNHCR)</b>	Hunyadi ter 3.3 HU-1067 Budapest	00363 0278 7087 forget.jc@gmail.com
<b>GONZALEZ Luis A.</b>	3 rue des Lattes CH-1217 Meyrin	0041 22 785 5024 l.a.gonzalez@bluewin.ch
<b>GREGORY Christine (WHO)</b>	Passage Hamo 1 CH-1262 Eysins	0041 22 361 0113 Chrisgreg51@gmail.com
<b>GUTH Magdalena #</b>	415 route de Ferney FR-01280 Prévessin-Moëns	0033 450 406 964 magda.guth@notmail.fr
<b>HIGNEY Angela # (FAO)</b>	Route de Ferney 177 CH-1218 Grand-Saconnex	0041 78 840 0669 angelahigney@gmail.com
<b>LASLAZ Jacqueline (UNOG)</b>	153 Pigeirolles FR-30160 Gagnières	0033 603 159 180 laslaz@yahoo.com
<b>MARIN Catherine (ITU)</b>	140 rue du Salève FR-01210 Ornex	0033 62213 6010 catherine.marinnormand@gmail.com
<b>MARTIN Jean Pierre (UNOG)</b>	Rue Robert-de-Traz 1 CH-1206 Genève	0041 22 789 5644 jpmartindeligne@yahoo.fr
<b>MBENGUE Catherine (UNICEF)</b>	c/o Karen Akadiri chemin des Fins 4A CH-1218 Le Grande Saconnex	mbenguec@gmail.com
<b>MONNIN Nicole (UNOG)</b>	283 Rue des Fontanettes FR-01220 Divonne-les-Bains	0033 450 201 969 micoloemannon@hotmail.com
<b>NEIL Ian Gardner # (WHO)</b>	Route de Sauverny 286 CH-1290 Chavannes-des-Bois	0041 22 755 0037 ineil@bluewin.ch

<b>NEUPANE Kedar (UNHCR)</b>	Rue Gilbert 44 CH-1217 Meyrin	0041 22 7822 877 neupanek1950@gmail.com
<b>NOVIKOFF Marina (UNECE)</b>	Avenue Sainte Cécile 1 CH-1217 Meyrin	0041 22 782 9137 mnovikoff@wanadoo.fr
<b>RESNIKOFF Serge (WHO)</b>	Quai du Seujet 16A CH-1201 Genève	0041 78 778 3699 Serge.resnikoff@gmail.com
<b>RUBIO Ernesto (WIPO)</b>	Rue Schaub 21 CH-1202 Genève	0041 79 248 0122 Ernesto.rubio.d@gmail.com
<b>SAUTER Gillian (WMO)</b>	Rue des Buis 9 CH-1202 Genève	0041 22 731 7596 gilliansauteur@yahoo.co.uk
<b>SELLAR John M. (UNEP)</b>	Mill House, Invermarkie, GB- Glass, Aberdeen, AB54 4XY	johnmsellar@gmail.com
<b>STEFANIZIEN Anna (UNCTAD)</b>	Place du Bourg de Four 30 CH-1204 Genève	0041 22 312 1665 rose-9@live.com
<b>VINCENT Alain (UNOG)</b>	23 rue Louis-Pasteur FR-74160 St.Julien-en- Genevois	0033 450 490 433 avincent@unog.ch

<p><b>ILS NOUS ONT QUITTES</b></p> <p><b>THEY HAVE PASSED AWAY</b></p>
--

**UNOG – ONU GENEVE**

ALEXANDER Padinjarethala	10 08 2011
ALTAI Holloway	08 07 2011
ASUNI Tolani	27 06 2011
BOGGIO Charles	04 07 2011
BRON-HOHENER Alice	11 08 2011
DUBOIS Jean-Pierre	18 06 2011
FAVRE Collet V.	12 08 2011
GOETELLEN Gilberte	04 06 2011
KALBERER R.	11 07 2011
LEISERSON ETTY	11 02 2011
MARY Elisabeth Andrée	28 06 2011
MITCHELL P.	13 05 2011
POTTER Rolf O.	22 05 2011
RIOS Jose	18 04 2011
RISON Lili Edna	26 06 2011
ROYER Marie Thérèse	09 01 2011
SPUHLER Nicole	03 05 2011
TEDESCO Frances	22 07 2011
TROXEL Richard Dale	05 07 2011
YE Shangchun	17 08 2011

**UNHCR**

AHAMED Aziz	08 05 2011
ARSHAD Nasim	23 10 2010
MAIDON Jean Pierre	17 05 2011

**ILO – BIT**

ADAM Jean Hubert	04 11 2011
ATTAWIPARKPAISAN C.	27 02 2011
BAJSZCZAK Zbigniew	05 11 2011
BERTHOUD Pauline	22 09 2011
BOCHATAY Lucie	15 04 2011
CRESPO RODAS Alfonso	29 08 2011
DAYA Eladio	16 10 2011
DURHAM Lynette Ann	06 11 2011
GIRARD Claude	07 10 2011
GODIO Julio	20 05 2011
JENNINGS Norman	28 10 2011
KHAN Nazir	15 06 2011
KORICA Bogdan	26 05 2011
MALGAUD Louise Gabrielle	01 06 2011
OEHRLI Gilbert	21 09 2011
PRESTON Ishbel	23 07 2011
ROLAND Pierre Philippe	30 09 2011
SHOHAM Menachem	08 06 2011

TEDESCO Frances Margaret 22 07 2011  
 TOWNSEND Megan Parry 13 04 2011  
 WELLS N.N. 11 06 2011

TALLON Brian Ronald 19 03 2011  
 UZARZABURU Cesar 25 06 2011  
 WILSON Laura Reyes 24 06 2011

#### ITU – UIT

BUNGAY-PREVETT Arthur 28 04 2011  
 DUBRET Yvette 24 07 2011  
 FRANCOIS Anne 24 06 2011  
 GOMEZ TEMESIO Juan 13 06 2011  
 MOGET M. 15 07 2011  
 ROMERO SANJINES Carlos 16 07 2011  
 YOUNG Vincent Robert 19 06 2011

#### WMO – OMM

BRESLIN James Bernard 30 06 2011  
 JOSEPH Georges 07 08 2011

#### UN NEW YORK – ONU NEW YORK

ABUSHADY A.R. 28 07 2011  
 ADANDE Marianne 28 04 2011  
 AMANNA Teresa 30 06 2011  
 AMES Ned T. 22 05 2011  
 ATTIR Esther 20 07 2011  
 BRUNEL Simmone Florentine 12 04 2011  
 CASHTON Charlotte 15 02 2011  
 CHANTEMSIN Pathummal 01 08 2011  
 CORTES Consuelo C. 27 12 2010  
 DAVIDSON L. 21 04 2011  
 DE PEREZ Sylvia 13 06 2011  
 DEVLIN Jeanne 08 08 2011  
 FAJADO Mercedes 22 06 2011  
 GEWEFEL Krifa Mansour 20 06 2011  
 GIULIANI Thomas 25 07 2011  
 GOODE Cecil E. 06 06 2011  
 HLAVSKA Frank 29 06 2011  
 KHRUSTALEV A.A. 28 05 2011  
 KNIAZEFF Genevieve 04 04 2011  
 LI Huan 19 09 2010  
 LIND Peggy Norah 03 08 2011  
 LLANEZA Aida C. 26 04 2011  
 MACCARI Guido L. 01 06 2011  
 MILLS Susan R. 04 08 2011  
 NARASIMHAN Janaki 08 08 2011  
 OINES Reidar 01 06 2011  
 OLSEN John E. 11 07 2011  
 PANG Chenu 06 07 2011  
 PENTCHEFF Mary 06 06 2011  
 PERERA Swarna 23 06 2011  
 RAMBOURG Michel Robert 27 05 2011  
 ROTTICCI Vittore 24 06 2011  
 SOTELO Rosario 26 06 2011  
 STOROJEV Angelina N. 22 05 2011  
 THOMAS Mariamma 18 08 2011  
 WALKER Franck 07 02 2011  
 WANG Olia 15 06 2011

#### WHO – OMS

ABBOTT Mary O. 22 05 2011  
 AHETO Kpegbadza 29 06 2011  
 AL ALWY Zamil 25 05 2011  
 ANGARA Andres 09 08 2011  
 ARROYAVE Cornelia B. 09 07 2011  
 ASHKAR Tanios S. 02 08 2011  
 AWADZI Kwablah 16 03 2011  
 BEGUM Khodeza 03 07 2011  
 BIRK Sigrid O. 17 06 2011  
 BLAVO-TSRI DUMOR Akossiwa 27 05 2011  
 BUSH Joan M. 13 08 2011  
 CARBO Ricardo 14 07 2011  
 CASTRO Alejandro 12 07 2011  
 CHAMELI Shrimati 29 03 2011  
 COELHO Walter 17 06 2011  
 COLLIN Valerie Ann 20 08 2011  
 COTTON Nancy 29 06 2011  
 CULLEN Paula 08 07 2011  
 DIALLO Dramane 17 08 2011  
 DURAND Maxime 28 03 2011  
 FALCATO Joao Alves 31 07 2011  
 GENEROSO Isaura 19 05 2011  
 GUITA DE RODROGUEZ H. 05 05 2011  
 HEDERRA Raimundo 15 11 2010  
 HENRY Mervyn 22 06 2011  
 JENSEN Eleanor 07 10 2010  
 KAPITAINE Khantaway 30 07 2011  
 LU Frank C. 25 05 2011  
 MILKOV Jordan S. 02 07 2011  
 MULLICK Mohammad Afzal 08 08 2011  
 MUREFU Peter S. 13 11 2008  
 NEBRES Salvador L. 02 07 2011  
 OSTENSEN Harald Magne 16 06 2011  
 PASQUIER Janine M. 01 05 2011  
 PERRIN Robert 01 07 2011  
 QUATTARA Tiemoko 31 08 2009  
 RANKINE Maria 26 02 2011  
 SANCHEZ Maria Cristina 03 07 2011  
 SCHMITT Otto Wolfgang 05 06 2011  
 SELINUS Ruth S.M. 03 12 2010  
 SILVEIRA Manoel 26 08 2008  
 SOLAR Miguel 02 04 2011  
 STEPHEN Maria 02 05 2011  
 STERN Draga 30 07 2011

#### IAEA – AIEA

ABDEL-RASSOUL Ahmed 27 05 2011  
 BHYRAVABHOTLA Ramalakshmi 23 06 2011  
 BIRNLEITNER E. 09 08 2011  
 BORISSOV Igor 12 07 2011  
 BURCZIK Maria 04 08 2011  
 EDATHANAL Betty 05 07 2011  
 HIRSCHBICHLER F. 16 07 2011  
 HOSKINS Richard 20 08 2011  
 IGNATIEFF Margareta 12 11 2010

KURELICH John	01 04 2011
NAGATY Laila	16 07 2011
NISHIWAKI Yasushi	27 03 2011
ZALAUDEK S.	14 03 2011

#### ICAO – OACI

LORRAIN Pauline	20 07 2011
LAGACE J.	06 08 2011
BYRNE Angela	08 06 2011
KHAN Razia	08 05 2011
ABOUCHACRA Moufid	23 06 2011
SHAFER Robert Merlin	07 07 2011
KOH Ah Guan	25 04 2011
MUNYAKAZI Marcel	15 07 2011
BOTZ Geneviève	30 05 2011
ELERT Annemarie	08 06 2011
PERIDIER-RABOT Rolande	08 08 2011
DESLAURIERS P.	18 07 2011

#### IMO – OIM

FINCH Anthony William	09 08 2011
GIBSON L.	00 00 2007
NOVI C.	26 04 2011
SASAMURA Y.	24 05 2011

#### UNCHS

AMES Ned Trowbridge	22 05 2011
MAY Richard	01 07 2011

#### UNDOF

KARAKASHIAN Jack	31 07 2011
------------------	------------

#### UNDP – PNUD

AHMED Nazir	26 06 2011
ALI Scieub Farah	04 05 2011
BALASUBRAMANIAM Kumaria	19 04 2011
BASHIN A.	09 04 2011
BERTHELOT Roger	06 07 2011
BJUNE Gunnar	12 02 2011
DIOP Aminata	10 04 2011
ERMANAV H.	05 05 2011
GAUTIER Michel P.	15 05 2011
GUNARATNAM Sinnappah	23 06 2011
JELONEK Gerhard H.	23 06 2011
KHALIFA Nabila H.T.	31 05 2011
KHUZAYIM Abdul	09 06 2011
KIFAYA Stephane Kasita	02 04 2011
LOGALLA James	14 08 2011
MADRIGAL Diana	05 05 2011
MICOU Paul	17 07 2011
MOHAMED TAHIR Azah E.	06 05 2011
NOURI Soliman N.	28 07 2011
ORLANDO Carmen	07 08 2011
RAZAFIMARIA Jeannette	07 06 2011
SHEM Ammz Tunu	02 06 2010
WAQA Uraia	19 04 2011

#### UNECA – CEA

AHMED Mohamed	13 05 2011
KINFE Tekle	15 11 2010
SAID Taye	26 07 2011

#### UNECLAC – CELAC

MALDONADO Luis	23 07 2011
ROCHA Jorge	25 05 2011

#### UNEP – PNUE

KOCHAN Brigitte	16 08 2011
MORRISON W.J.	17 05 2011

#### UNESCAP – CESAP

DE SILVA Vijita Bianca	22 06 2011
LJUNGREN Kerstin	13 08 2011
OVSEENKO Felix V.	18 05 2011
PRAKONGBOON Umnaj	05 08 2011
SAWATA Reiko	31 01 2011

#### UNESCO

ADOUM WERREN Lisette	13 07 2011
BARLAG Magnhild	27 04 2011
BROPHY L.	26 06 2011
BROWN Morton	18 05 2011
CENNI Janet	05 06 2011
CORBE Andrée	04 05 2011
COURTINES Aude Monique	05 08 2011
DADPLAN C.	03 07 2011
EDUALINO E.	04 06 2011
FREDERIKSEN Lucette	08 05 2011
GALLAI Joseph	21 07 2011
GOROSPE F.	24 12 2010
GRIVET Therese	21 07 2011
GUY Gillet A.M.	02 08 2011
KERSHAW G.	28 05 2011
LAFFUT A.	13 06 2011
LEMAY André Raymond	02 07 2011
MAURY G.	15 07 2011
MEDINSKY O.	05 07 2011
MORISSETTE Conrad	05 05 2011
PHANARARD P. Phuman	14 07 2011
RENOUX Isaie Pierre	29 05 2011
RENOUX Pierre	18 05 2011
SAY Boran	17 07 2011
SHARMA Ashok	27 06 2011
TANDON S.	08 08 2011
TROPP Velya Shawna	17 07 2011
WENZEL Fernande Cécile	11 06 2011
WORKU Tsagga	16 08 2011
YOUNG Chu-yin Wu	09 05 2011

#### UNIC

KARMALENGOS Nicolas	12 06 2011
---------------------	------------

**UNICEF**

ADACHI Akio	11 07 2011
ALTIOK Melmet	20 06 2011
BALMIKI Raghubir	29 07 2011
BLOCH-CHRISTENSEN Birte	19 04 2011
CHRISTMAS Joseph R.	28 07 2011
DAR Lal Badshah	14 04 2011
HOSSAIN Talib	03 02 2011
HUSSAIN Altaf	04 08 2011
IRO Laouali	19 05 2011
ISKANDER Betty Thompson	02 08 2011
KABBA Ibrahim	23 09 2007
KAUR Surjit	17 05 2011
LAFON Yolande	13 07 2011
MAASS Heinz A.M.	17 05 2011
MOERTJAHJONG Bambang	04 08 2011
OTAKI Fayez	14 08 2011
PANGEMANAN Elizabeth	19 07 2011
RAINER Vera	13 06 2011
RAMAN Subbalakshmi	18 10 2010
WHITE Melburn G.	29 07 2011

**UNIDO – ONUDI**

AGUADO-JOU Helena	18 07 2011
CHARI Chilakamarri N.	28 06 2011

CZUB Michal	08 08 2011
HAUG Leif G.	12 07 2011
JENKNER Kurt W.	22 07 2011
NESTVOLD Magne Ottar	09 07 2011
PANFIL Halina	11 07 2011

**UNFIL**

AL-SOUWAID Mohamed A.	10 08 2011
-----------------------	------------

**UNOV**

GROSSAUER Johann	06 05 2011
------------------	------------

**UNTSO**

EL SISI Sa'adieh	18 08 2011
------------------	------------

**UNRWA**

BLAAUW Jessica L.	13 07 2011
-------------------	------------

**WFP – PMA**

HAILU Genet	08 04 2011
KJOL Marjorie	05 06 2011



XXIème Célébration de la Journée internationale des personnes âgées,  
le 3 octobre 2011, Palais des Nations, Genève

21st Annual Celebration of the The United Nations International Day of Older Persons  
on 3 October 2011 at the Palais des Nations, Geneva